Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

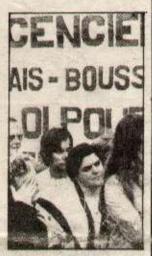
Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 5, DIM. 6, LUN. 7 MAI 1978 - Nº 692

Commission paritaire Nº56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Boussac assassine les Vosges



10 000 emplois supprimés, en majorité dans les Vosges, c'est ce qui s'annonce avec la fermeture de 5 usines Boussac au moins, et probablement un dépôt de bilan. Après s'être engraissé, depuis le début du siècle, en profitant de la guerre de 14, en maintenant les salaires du textile au plus bas, il liquide aujourd'hui. L'homme des champs de course d'Auteuil, des haras, de l'Aurore et de Paris Turf, propriétaire de banque, se propose aujourd'hui de liquider 10 000 emplois, avec un plan baptisé cyniquement «plan de survie», qu'on connaîtra la semaine prochaine.

Avec la bénédiction des pouvoirs publics. C'est cela l'ouverture sociale de Barre. ● CAMPAGNE D'INTOXICATION CONTRE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

GISCARD PROPOSE
 D'ENVOYER UN NOUVEAU CONTINGENT

A QUOI RISQUENT DE SERVIR LES CASQUES BLEUS

Une intense campagne d'intoxication se développe en France pour faire passer les Palestiniens comme r gresseurs au Liban, où des centaines de milliers d'entre eux sont réfugiés. Une campagne pour faire passer aussi les patriotes libanais, luttant contre l'occupation sioniste, comme agresseurs de leur propre pays! Les paras français, eux, ne seraient que de simples «colombes de la paix».

Mais pourquoi des casques bleus au Liban ?

 Outre l'accord des puissances impérialistes, ceuxci n'ont pu y venir qu'avec la caution des régimes arabes réagissant par une position purement passive, à l'agression sioniste. La venue de milliers de casques bleus correspond de fait à un recul de ces régimes, y compris ceux du «front de la fermeté» qui hier encore, refusaient de voir l'ONU jouer le rôle de tampon entre l'agresseur et ceux qui luttent contre l'agression. es casques bleus au Liban c'est es quelque sorte, la marque du refus des régimes arabes, après l'initiative de capitulation de Sadate d'appuyer la Résistance palestinienne qui s'est retrouvée seule, avec le mouvement national libanais, pour faire face à la mise en œuvre de nouveaux plans d'agression sionistes contre la région.

Les casques bleus sont

Les casques bleus sont venus au Liban, également à la demande officielle du gouvernement libanais, dont on sait la faiblesse, les compromissions constantes de ses dirigeants, l'incapacité aujourd'hui comme hier à prendre des mesures effectives pour la défense du Liban contre l'agression impérialosioniste.

Toutefois, la Résistance palestinienne, conformément à sa stratégie, appelle toujours «tous les fusils arabes» à se tourner contre Israël et refuse de se mettre à la place des Libanais pour décider de la politique de leur Etat. Elle s'en tient aux accords passés entre l'OLP et l'Etat libanais. Dans ce cadre-là, et dans la limite du tolérable, face à l'agression sioniste, elle n'a donc pas fait entrave à la demande

de venue des casques bleus, formulée par le gouvernement de Beyrouth.

· La situation dans laquelle interviennent les casques bleus, est donc lourde de menaces pour la Résistance palestinienne et le peuple libanais. Aussi, l'empressement avec lequel Paris contribue à la force de l'ONU au Liban, et s'apprête à envoyer encore 400 paras en renfort, n'est nullement étranger à ses prétentions impérialistes contre le Tiers Monde. Comme le «révèle» le colonel Salvan, lui-même, les troupes françaises s'étaient déjà entraînées spécialement pour intervenir au Liban en 76, et pas du tout dans le cadre des casques bleus. Et ce n'est certes pas un hasard si l'extrème droite libanaise, armée par Israël, souhaite ouvertement l'intervention des casques bleus français jusqu'à Beyrouth.

 Après un retrait très partiel des forces sionistes, les casques bleus, s'ils tentent d'interdire, à la faveur ou non de certaines provocations, aux fédayins palestiniens et aux patriotes libanais, toute liberté de mouvement au Sud-Liban, constitueraient alors un appui ouvert aux sionistes, en violation de la lettre de la résolution du conseil de sécurité. Une violation, comme l'ont rappelé à plusieurs reprises les responsables palestiniens, que la Résistance ne peut tolé-

> Mise au point de l'OLP

Lire en page 9 les déclarations d'Ezzedine Kalak

Nouvelle attaque d'avions français contre le Front Polisario Quatre avions français Jaguar sont intervenus

Quatre avions français Jaguar sont intervenus le 3 et 4 mai contre les colonnes du Polisario, à une centaine de kilomètres au Nord-Ouest de Zouerate. La Force aérienne française d'intervention en Mauritanie a contacté Paris pour lui signaler qu'elle a repéré la colonne du Polisario et l'ordre de Paris a été de tirer.

Henri Curiel, abattu en plein Paris

Lire en page 3

RFA: A qui a profité l'Ostpolitik?



Lire en page 10

Avec les Tanneurs du Puy en lutte

Lire en page 5

CFDT: quel jeu veut jouer le CERES?

Lire en page 6

Mozambique:

Lire en page 12 la suite du reportage du Centre d'Information sur le Mozambique

LE MOUVEMENT DE BOYCOTT CONTRE NESTLE AUX USA

DES MILLIERS DE BÉBÉS MORTS POUR LE PROFIT!

Le boycott de la firme Nestlé bat son plein aux USA. Nestlé est accusé par une organisation, l'INFACT d'être responsable de la mort de milliers de nourrissons dans les pays du Tiers-Monde. La coalition INFACT, regroupant un certain nombre d'organisations d'inspiration religieuse, axe son travail sur les

pays du Tiers-Monde. A ce titre, alle a eu l'occasion de constater les résultats catastro-phiques et révoltants de la politique de cette firme de promotion publicitaire et de vente du lait en poudre pour bébés.

Lire en page 8



Lundi 6 mai

PARIS

 Dès 7 h et durant toute la matinée, pendant que 8 étudiants passent en Commission de discipline, 4 à 5 000 manifestent près de la Sorbonne. La police refoule plusieurs cortèges à coups de grenades lacrymogènes.

Dans les deux facultés de sciences, la majorité des cours est supprimée. 20 profs de fac de la région parisienne (dont Kastler, prix Nobel) appelent leurs collègues à la grève. (1 millier d'entre eux rejoindront la manifestation du soir.

Le mouvement commence à s'étendre dans les lycées : grève au lycée Michelet, meeting au lycée Condorcet (à l'appel des Comités d'action lycéens).

-I'UNEF lance un appel pour un rassemblement de «tous les étudiants et tous les travailleurs» à

 13 h : les manifestants, qui s'étalent regroupés dans la faculté de Jussieu, repartent. Le cortège de plus en plus important au fil des heures, scande «Libérons nos camarades», «Des profs, pas des flics», «Roche démission», «Fouchet assassin», «A bas la répression», «Nous sommes un groupuscule», «La presse complice».

- Boulevard Sébastopol, sous les applaudissements, un drapeau du Front de libération national du Vietnam est déployé dans le cortège, qui entonne plusieurs fois l'Internationale. De la part des spectateurs, pas d'hostilité, et quelque fois des applaudissements.

- A partir de 15 h : les manifestants cherchent à se diriger vers la Sorbonne. Ils affrontent alors des charges de police très violentes.

- 18 h 30 : 16 000 manifestants ont convergé place Denfert Rochereau. Des affrontements très durs se déroulent jusqu'à 1 h du matin (voitures brûlées, rues dépavées...)

Bilan: 600 blessés (dont plusieurs grièvement); 422

arrestations (dont 31 maintenues)

EN PROVINCE

Grèves et manifestations se multiplient dans les facultés. Refusent d'y participer : la FNEF (syndicat étudiant de «droite») et l'UNEF lorsqu'elle est localement aux mains du PCF.

Grève à Grenoble (et manifestation), Clermont Ferrand, Rouen, Strasbourg, Aix en Provence, Caen (manifestation devant la préfecture), Montpellier, Toulouse, Dijon et Nantes (où l'assemblée générale des étudiants appelle à participer massivement à la manifestation prévue le 8 mai dans toute la région Ouest par les syndicats ouvriers et paysans).

A L'ETRANGER

Manifestation de solidarité à Berlin, Francfort,

DANS L'HUMANITÉ

- Depuis le 3 mai, l'Humanité garde la même position. Dans un article à la une, titré «De faux révolutionnaires à démasquer», Marchais écrit : «Ces thèses et l'activité de ces révolutionnaires pourraient prêter à rire, d'autant qu'il s'agit en général de fils de grands bourgeois - méprisants à l'égard des étudiants d'origine ouvrière - qui rapidement mettront en veilleuse leur «flamme révolutionnaire» pour aller diriger l'entreprise de papa et y exploiter les travailleurs dans les meilleures traditions du capitalisme. Cependant on ne saurait sous-estimer leur malfaisante besogne qui tente de jeter le trouble, le doute, le scepticisme, parmi les travailleurs, et notamment les jeunes»... (Humanité 3 mail.

«Comment qualifier ceux (les étudiants) qui, par leurs agissements irresponsables, leurs violences, leurs

injures»... (Humanité 4 mai).

L'Humanité du 6 mai titre : «L'UEC (Union des étudiants communistes) et le PCF dénoncent la répression policière, les responsabilités du pouvoir et des aventuriers gauchistes».

LA CONTESTATION DANS LE PCF SE FAIT DISCRETE

Depuis la réunion du comité central du PCF, le flot d'écrits de militants du PCF s'est tari. On relève juste une lettre de Daniel Verdier dans Le Monde, qui reprend l'affaire de la mise au pilon d'une brochure du PCF sur les libertés. Cette brochure avait été retirée de la circulation à cause d'une photo représentant Juquin serrant la main de Pliouchtch. Elle fut remplacée par une photo du 22° Congrès pour une nouvelle édition de cette brochure.

Le PCF ayant contesté la présentation des faits, Verdier réfute point par point les assertions de ses dirigeants. Et il tire des conclusions sur la réalité des protestations du PCF quant à la répression dans les pays de l'Est, y voyant un «pas en arrière». Selon lui, vil faut bien mettre en parallèle ce pas en arrière avec les autres, depuis un an : virage «de gauche - plutőt qu'à gauche - rappelant la belle époque sectaire des invectives contre les sociaux, démocrates (...) graves atteintes à la renaissance de la toujours fragile démocratie dans le parti (...) illustrée par la honteuse censure que la direction du parti impose à ses membres dans sa presse, dans leur presse (L'Humanité,

s'indignant dans le même temps que le metteur en scène soviétique Lioubinov était interdit de Pravda, se comporte comme une Pravda aux couleurs de la langue française)».

Il s'indigne également de l'opération de mise au pilon à cause de son coût financier (2 millions de francs actuels). Et de pleurer sur les finances de son

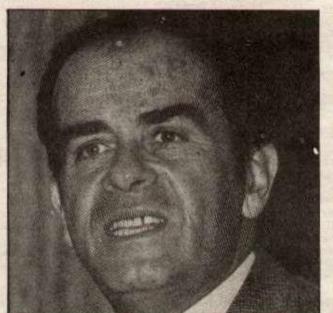
UNE DEFENSE DE MARCHAIS

Assez rare pour être signalé: une lettre d'une militante du PCF, fan de Marchais, publiée dans Le Monde. Cette militante. qui a connu Marchais comme secrétaire fédéral de Seine-Sud, cite l'admirable comportement de celui-ci lors d'une affaire délicate : un secrétaire de section s'était rendu coupable de détoumements de fonds au détriment de son parti. Eh bien, «Marchais lui-même (souligné dans le texte) est passé tous les soirs et dans toutes les sections, faisant de cette pénible histoire une haute leçon de morale sociale, avec tact, fermeté et humanité». Le responsable indélicat a été remis à la base, mais n'a pas été exclu. Et la militante conclut sur «l'admiration, la sympathie et la profonde confiance dont bénéficie Georges Marchais auprès de ceux qui l'ont vu dans des circonstances comme celle-là». Touchant.

Conférence de Presse du PCF

MARCHAIS MINIMISE

Dans la conférence de presse tenue mercredi. Marchais a minimisé la question des contradictions dans les rangs du PCF, ironisant sur «la douzaine



Chronique malouine de la division

A Saint-Malo, beau port de mer, les affaires ne s'arrangent pas entre les ex-partenaires de la gauche, Mise à la porte par invalidation du Conseil d'État, la municipalité d'«Union» n'a pas survécu à la tourmente. A quelques jours du dépôt des listes, le parti socialiste refuse toujours de reconduire les anciens candidats sur la base du même rapport de force. Le PCF fait signer... des pétitions.

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom Profession Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225.

75 924 Paris Cedex 19

ou la douzaine et demi de camarades» qui avaient écrit dans la presse, comparés aux 630 000 adhérents que revendique le PCF. Il a répété que le refus d'une tribune libre était conforme aux règles internes au PCF. «On m'avait chicané parce que j'avais dit que c'était dans les statuts» (on, c'est Althusser). Ce n'est donc pas dans les statuts, mais dans les «règles» définies au 22° Congrès. Si le Bureau Politique avait décidé d'ouvrir une tribune libre, cela aurait été, par conséquent, «antidémocratique».

Pour le reste, les perspectives de refaire l'Union de la gauche, dans un proche avenir sont bien minces. «C'est à partir des luttes quotidiennes dans leur diversité, c'est dans

l'action en bas rassemblant tous ceux qu'elle concerne que se réalisera l'Union de la gauche plus solide et durable dont notre peuple aura besoin pour aller de l'avant». Silence méprisant sur la convention nationale du PS, qui «n'appelle aucun commentaire». Impossible aussi pour Marchais de faire des pronostics quant aux délais de la reprise des rapports avec le PS.

«Une détérioration regrettable» des rapports avec les partis des pays révisionnistes a été notée. Elle est due à la «détérioration de la situation dans ces pays sur la question de la démocratie». Mais attention, il convient de rappeler «l'indispensable solidarité avec toutes les forces anti-impérialistes, donc avec les pays socialistes».

Correspondance

Chevènement, c'est connu, entretient les meilleures relations avec le PCF. Mais l'amitié, ca s'entretient. Aussi, s'établit, par le biais de la poste et de la presse (du PCF), un petit courrier amical. Exemple : Andrieu cite Chevènement : «Sans le PC, le PS est infidèle la Tiens donc, c'est justement ce qu'on disait au PCF I Chevènement renvoie l'ascenseur : il écrit à Andrieu : «Oui, c'est bien ce que j'avais dit». Et il ajoute : «J'ai dit aussi : sans le PS, le PC est impuissant». L'Humanité fait aussitôt état de cette rectification, qui ne le dérange guère. Bons services obligent.

Le Quotidien du Peuple Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19 Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte Nº 7713 J CCP Nº 23 132 48 F - Paris Directeur de Publication : Y. Chevet Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP Commission Paritaire: 56 942

POLITIQUE

Henri Curiel abattu en plein Paris

UN GROUPE FASCISTE REVENDIQUE L'ATTENTAT

• Jeudi, en début d'après-midi, Henri Curiel a été abattu à bout portant par deux jeunes gens alors qu'il sortait de son domicile parisien, au Quartier Latin. Le meurtre a été revendiqué ensuite par le groupe qui s'intitule «Delta», et qui s'est signalé depuis décembre 1977 par un autre meurtre et plusieurs attentats. La physionomie politique de Curiel est trop complexe et controversée pour que l'on puisse, dès à présent, bien évaluer les mobiles et la signification exacte de cet assassinat politique.

Egyptien d'origine, Henri Curiel avait participé à la création d'un parti se réclamant du marxisme dans son pays. Emprisonné puis libéré par le roi Farouk, il est par la suite, arrêté puis expulsé par Nasser. Après avoir séjourné quelque temps en Italie, il se fixe en France en 1951. Sans jamais adhérer officiellement au PCF, il en est extrêmement proche. Durant la guerre d'Algérie, sans pour autant mettre en cause la politique du PCF, il constitue un réseau de soutien au FLN. Arrêté en 1960, il sort de Fresnes en

1962, après le cessez-le-feu et demeure en France.

Dès lors, à travers le groupe qu'il organise sous le nom de «Solidarité» puis de «Association aide et amitié», il tisse des liens avec des mouvements des pays du Tiers-Monde, en Afrique, mais aussi en Amérique Latine. Alors que justement sur la question des mouvements de libérations nationales l'opposition entre les thèses kroutchéviennes et la ligne du Parti Communiste Chinois est particulièrement flagrante, Curiel se range sans aucune ambigüité du

côté du PCF et de l'URSS En 1977, il déclare encore : «L'URSS, c'est l'endroit le plus grand de la concentration de la compétence marxiste». C'est bien cette position qui forme l'énigme du personnage : de quelle façon peut-on organiser une aide concrète à des mouvements de libération nationale tout en restant un inconditionnel de Moscou? Dans quelle mesure pouvait-il servir de relais à des manœuvres plus occultes de Moscou pour infiltrer et manipuler certains mouvements de libération nationale?

Lors de l'affaire Carlos, il avait été brutalement mis en cause par Le Point comme «le patron d'un réseau d'aide au terrorisme international», «contrôlé par le KGB». Il avait été assigné à résidence lors de l'affaire Schleyer. Toute-fois aucune preuve n'avait été avancée et la police était sur le point de lui rendre entière liberté de mouvements.

Les interrogations qui entourent le personnage de Curiel, ne sont pas prêtes, après sa mort, d'être éclaircies, semble-t-il. Sous le titre «Un réfugié politique égyptien assassiné», L'Humanité relate le fait avec pas mal de discrétion et une certaine distance, sans signaler qu'il avait été accusé de travailler en liaison avec le KGB.

Quant au groupe «Delta» qui a revendiqué le meurtre, il a repris le sigle



d'un commando qui sévissait du temps de l'OAS. Le 2 décembre 1977, il assassinait Laïd Sebaï, gardien de «L'Amicale des Algériens en Europe». Depuis il a multiplié les attentats: contre les foyers Sonacotra (à Strasbourg et dans le Var), contre des locaux de « L'Amicale des Algériens» à Toulon, contre la Maison des Syndicats à Cambrai, et aussi contre une permanence et une mairie du PCF.

Si l'identité fasciste et raciste du groupe apparaît clairement, les mobiles exacts de l'assassinat de Curiel pourraient être sans doute plus complexes à élucider.

PEYREFITTE A L'ŒUVRE

Après les incidents et les arrestations qui ont marqué le défilé du 1er mai, le tribunal de Paris des flagrants délits, avait rendu un verdict comprenant des peines allant de deux à trois mois de prison, dont deux avec sursis.

Le ministre de la Justice trouve que ce n'est pas assez, Sur sa demande, le procureur de la République a interjeté appel à minima. La cour d'appel devra statuer sur cette affaire.

Cependant, arguant du fait que l'État a décidé d'indemniser les personnes qui ont subi des dégâts pour affirmer qu'il y a eu insuffisance policière, la presse bourgeoise se sert de cette affaire pour regretter que «l'impossibilité» pour la police d'intervenir de manière préventive, se traduit nécéssairement par des dépenses à la charge de la collectivité». Tous les arguments sont bons pour appeler à renforcer la répression.

MÉDECIN S'ENRICHIT

On se souvient que Médecin, maire de Nice et (ancien) secrétaire d'État au Tourisme, avait intenté divers procès en diffamation à la veille des élections. Trois de ces procès (contre le Canard Enchaîné, Rouge et l'Humanité) avaient déjà abouti au versement d'un franc symbolique par accusé à la «victime», qui en escomptait 26 millions de francs.

He bien, le 4° procès vient de remporter le même succès : le Canard versera un autre franc à Médecin, pour avoir confondu, sur une photographie, un personnage oui accompagnait Médecin avec un trafiquant de drogue. Et s'en être excusé aussitôt. En revanche, si Médecin ne tirera pas grande richesse de son entreprise, le Canard n'en a pas moins été condamné à verser une arnende de 2 000 F. Cela coûte cher, de nos jours, la liberté de presse.

RADIO MONTÉ CARLO TOMBE EN DE BONNES MAINS

Le Conseil d'administration de R.M.C. a décidé de porter Michel Bassi, au poste de directeur général adjoint de la station, avant de lui en confier l'entière responsabilité, chose qui devrait se produire le 1^{er} iappier 79

Michel Bassi, tout le monde le connaît : c'est lui qu'avait choisi Giscard pour «animer» la campagne électorale de l'UDF à la télévision I II s'occupe de l'«Association pour la Démocratie (française), et a été porte parole adjoint de l'Élysée en 76 et 77.

On voit que RMC sera vraiment tout à fait indépendante.

Communiqué

Le comité UOPDP Paris 18° organise : 8 h contre la Marée noire Dimanche 7 mai de 15 à 22 h. Salle St-Bruno Rue Pierre L'Ermite. M° La Chapelle Témoignages, débats, expositions et aussi musique et crêpes.

INFORMATIONS GENERALES

Délégation à l'ONU avec Giscard

LE PCF PRIS DE VITESSE

Il semble bien que Giscard ait savamment manœuvré avec sa trouvaille de délégation «ouverte» à l'ONU; après une très brève réflexion, le Parti socialiste (mais était-ce vraiment une surprise?) a donné son accord pour «en être» et a désigné son délégué, en la personne de Jean Pierre Cot, député de Savoie et spécialiste des problèmes de désarmement.

Sitôt cette décision connue, — c'est-à-dire à point nommé — le conseil des ministres, réuni très régulièrement le mercredi, désigne la délégation française qui se rendra à New York, à partir du 23 mai : elle comporte, outre J.P. Cot, trois députés RPR, deux députés PR, 1 député CDS, et un sénateur de la gauche démocratique.

Qui c'est qui est bien attrapé? Le PCF! Car invité lui aussi à envoyer un délégué à cette conférence, il avait fait la fine bouche et demandé des «précisions».

Mais, il avait accepté de rencontrer Giscard, pour s'entretenir avec lui des problèmes du désarmement. Cette rencontre aura lieu le 12 mai. Le PCF avait fait savoir qu'il prendrait sa décision en fonction des propositions que comptait faire le gouvernement, dont il n'entendait pas «cautionner» une politique avec laquelle il ne serait pas d'accord.

Voila donc le PCF qui crie

au volé, et s'indigne de la «hâte» extrême qui a présidé à cette désignation. «C'est, déclare-t-il, une exclusion «a priori» du PCF, à qui on n'a pas laissé le temps de la réflexion. C'est une procédure qui réduit à ses justes proportions les proclamations sur l'aouverture», et «empêche» le groupe PCF de «remplir le rôle constructif qu'une formation de cette importance doit et veut jouer dans la définition et l'application de la politique de la France». (Déclaration d'André Lajoignie, membre du B.P. et vice président du groupe parlementaire du PCF).

Le PCF aurait sans doute bien voulu être partie prenante de la délégation des parlementaires accompagnant Giscard à l'ONU, pour apparaître comme un parti «français» à part entière, ayant son mot à dire sur la politique étrangère de l'impérialisme francais. D'autant plus que. depuis des années, le PCF a défendu les thèses soviétiques sur le désarmement. Giscard a préféré évidemment laissé sur la touche le PCF: d'une part, parce qu'il entend défendre des thèses «originales» sur le désarmement distinctes de celles des Soviétiques notamment et d'autre part, parce qu'il peut ainsi rapprocher de lui, sur un point, les socialistes et creuser le fossé entre eux et le PCF.

meurtre, il a repris le sigle elucio

Une polémique semble se développer à Brest à propos du traitement des déchets récoltés dans le cadre du plan Polmar. La municipalité de Brest s'en

prend, par missive interpo-

sée, à Becam, «grand res-

ponsable de la lutte contre

la marée noire». Le Blé, maire PS, reproche à celuici d'avoir agi sans consulter les élus locaux, et d'avoir été «de fait dépossédé de toute autorité dans les opérations qui touchent son territoire et sa population». Les dé-

DES DÉCHETS ENCOMBRANTS

Marée noire : des Bretons à Chicago

MARÉE NOIRE,

Quatre Bretons viennent de déposer une plainte devant le tribunal de Chicago, aux USA. C'est la première fois qu'une action en justice est entreprise contre des pollueurs ressortissants d'un pays étranger. Chicago se trouve être à la fois le siège de l'armement du propriétaire et du capitaine d'armement de la compagnie de l'Amoco Cadiz. Les plaignants bretons, un pêcheur, un ostréiculteur, deux hôteliers, ont choisi un avocat qui fit déjà parler de lui. Goldhirsch a plaidé de grandes affaires et avait permis à Ralph Nader, «le justicier des consommateurs» de remporter des causes significatives, notamment contre un grand constructeur automobile.

chets continuent d'être entreposés dans la zone portuaire de Brest, plusieurs tonnes sont ainsi stockées dans des fosses, représentant à terme de graves risques de pollution par infiltration et fermentation. Le directeur du port de Brest s'étonne des propos de la municipalité: «Le port dépend directement de l'Etat. Comment la ville a-t-elle donc pu être dépossédée d'une autorité qu'elle ne possède pas ?».

D'autre part, l'action de la municipalité n'est qu'une opération démagogique de plus, car tant les conseillers du PS que ceux du PCF ont participé à diverses réunions avec les responsables du plan Polmar et les autorités du port qui les tenaient au courant des opérations en cours. La municipalité cherchetelle à apparaître comme soucieuse des intérêts des

habitants de Brest? Tout le monde connaît les dangers du stockage entrepris pour se débarrasser de déchets, de l'incurie des responsables du plan Pol mar. Alors pourquoi cette position si tardive, lorsque le mal est fait, après leu tentative d'isolement de différentes luttes contre la marée noire? D'un côte comme de l'autre, le mépris est le même pour la population...

e Le comité de soutien aux travailleurs de General Motors appelle à une réunion-débat de bilan des récentes luttes à Strasbourg (General Motors, Roth...). Cette réunion aura lieu à la Maison des Syndicats, 1 rue Sédillot à Strasbourg, dimanche 7 mai à 15 h

abonnezvous abonnez vos amis



LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE **VOUS DONNE DROIT**

A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information. La Chine en construction.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung,

Ou parmi les livres

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard (Paule Lejeune)
- +La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed) Ma plume au service du prolétariat (Haoran). Danger! Amiante (Collectif intersyndical sécurité
- des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN). La Commune de Paris (Lissagaray).
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet) Salaire aux pièces
- L'électro-nucléaire. (CFDT)
- Nucléaire, danger immédiat. Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca D
- Chile D Resistencia
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ca branle dans le manche (François Tusques) Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Nom (en capitales). Prénom		4	14	i.		*	1		e		×	0	8	H	Œ	
				1	D	at	8	*								

Abonnement normal 350 F C

Abonnement de soutien 600 F

Mode de versement : - en une fois□ - en trois fois□

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix. Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19. Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 Ft, échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

LUTTES OUVRIERES ET PAYSANNES

LES TRAVAILLEURS **DU RABODEAU VEULENT PRENDRE** LEUR LUTTE EN MAIN!

e Au moment où le gouvernement et le patronat amplifient leur politique contre les travailleurs, Boussac organise sa restructuration. (Le 10 mai, les comités centraux d'entreprises des usines textiles vosgiennes de Nomexy et Senones sont convoqués. Ordre du jour : les fermetures d'usines ou d'ateliers, qui pourraient entraîner jusqu'à 2 500

suppressions d'emplois). Les travailleurs du Rabodeau, près de Saint-Dié en ont marre de payer les pots cassés. Car en plus du textile qui se restructure à leurs dépens, le gouvernement étouffe les paysans et voudrait faire de la vallée du Rabodeau, une zone verte.

Alors qu'il est prévu 2 500 licenciements dans les Vosges pour les entreprises Boussac, l'agriculture meurt également dans cette région. Les travailleurs disent : «Ca suffit, la vallée doit vivre, la vallée vivra». Après la manifestation du samedi 29 où plus de 200 travailleurs de la vallée du Rabodeau ont marché pendant 25 kms sur Saint-Dié et ceux de Boussac, sur Epinal, il est temps de se décider à intensifier l'action. Et ce n'est pas l'attentisme actuel des directions syndicales qui empêchera les travailleurs de passer à l'action.

Malgré tous les obstacles, ils ont décidé de se mobiliser avec leurs syndicats pour lutter contre cette

.

.

.

000

.

]0:

00

situation. Que ce soit à la CGT qui est la plus influente dans la vallée, ou que ce soit à la CFDT, la base demande des comptes à ses responsables et n'attend qu'un mot pour passer à la lutte jusqu'à l'aboutissement des revendications : «Pas un seul licenciement ! Non au plan Boussac I Vivre et travailler au pays I». C'est en ce sens que la journée du 29 avril a été importante et ne sera qu'un pas.

Dès maintenant, les travailleurs préparent la suite de l'action engagée pour obliger les directions syndicales à prendre en mains la lutte, en organisant la coordination nécessaire, ainsi qu'une réelle mobilisation. Ils en ont assez des opéra-

tions sans lendemain, des promesses non tenues et des pétitions sans effet que proposent les partis qui se prétendent les défenseurs des intérêts de la classe ouvrière et des paysans. Ils demandent un réel débat dans leurs organisations syndicales afin de créer les conditions d'une lutte effi-

Lorsque les ouvriers et les paysans de la vallée du Rabodeau sont venus manifester le 29 avril à Saint Dié, ils en ont profité pour discuter entre eux et prendre les contacts nécessaires, que leurs directions syndicales ne proposaient pas dans la pratique, afin que cette journée ait des

Mais ils ont rejeté aussi les paroles démagogiques des partis de gauche venus pour «soutenir» une motion faisant suite à d'autres motions, faisant suite à des questions de parlementaires... Ils ont rejeté également les belles paroles des PSU et autres trotskystes venus se montrer là où ils n'ont rien à proposer si ce n'est de raccomoder une union de la gauche à laquelle plus personne ne croyait. D'ailleurs aucun slogan n'a été lançé en faveur de ce programme défunt. Les travailleurs présents, c'est sur leurs propres forces qu'ils comptent, qu'ils soient syndiqués ou non I

Corr. Senones

DES PAYSANS EXPULSÉS PARCE QU'ON LEUR REPROCHE **DE MAL TRAVAILLER**

A l'appel de Paysan-Travailleur a eu lieu l'assemblée générale de soutien à deux fermiers menacés d'expulsion, parce qu'ils ne travaillaient pas assez bien leur ferme. Une quarantaine de personnes; paysans, syndicalistes, un conseiller municipal du PCF du village où doit avoir lieu l'expulsion et deux envoyés du PS (tous trois assez discrets d'ailleurs), une dizaine de paysans de la FDSEA exploitants à Moutiers au Perche

La réunion commence par l'exposé des faits depuis leur origine. En 1963, Alain Gricourt signe un bail à la Louvetterie à Moutiers au Perche, En mars 71: mort du propriétaire monsieur Maurice du Bois de Ballard ; les héritiers renouvellent le bail en 73 en demandant l'augmentation du loyer, et l'exécution de divers travaux d'entretien. A cette époque là, quelles étaient les véritables raisons des propriétaires ? Le bail étant reconduit jusqu'en 81, ils ajoutent de nouvelles conditions à remplir poussant les fermiers à partir, pour récupérer les terres et vendre. En 75, la commission paritaire (moitié fermiers, et moitié propriétaires) donne un avis favorable aux fermiers. Dans le

compterendu d'une visite de la commission, il est écrit : «Nous constatons un important travail d'élagage effectué en vue de notre visite». Mais le 18 octobre 75, le tribunal paritaire de Mortagne donne tort aux fermiers, ainsi que le 25 mai 76 à la cour d'appel de Caen, bien que dans le dossier, les témoignages en faveur des fermiers Gricourt ne manquent pas. Les fermiers devaient quitter la ferme le 24 avril 1978 sous prétexte que la ferme n'est pas entretenue. Le tribunal de Caen doit rendre son verdict... la rue pour ce couple de fermiers de 50 et 65 ans 1

Les paysans de la FDSEA présents interviennent pour chicaner sur quelques

enregistré ? La ferme bien entretenue ? Si le loyer était payé régulièrement n'étaitce pas parce qu'il y avait des revenus extérieurs ?», Le conseiller municipal luimême avoue avoir dit «c'est vrai la ferme est mal entretenue»; drôle de faon de défendre des paysans qui sont pourtant adhérents de son parti. PourlaFDSEA : «Onne peut | pas défendre ces fermierslà, pas plus qu'un syndicat ne peut défendre de mauvais ouvriers». Coup sur coup des interventions de petits paysans et de syndicalistes ouvriers demandent que la réunion envisage enfin comment soutenir les deux fermiers, et non d'examiner si on veut les soutenir ou pas. Ces interventions provoquent le départ des gens de la FDSEA disant qu'ils n'avaient plus rien à faire là

points : «Le bail était-il bien

Ceux qui restent organisent un comité de soutien, dans lequel le PC et le PS sont poussés à accepter un peu mollement de distribuer des tracts. Une délégation

de paysans doit aller rendre visite au propriétaire, pour connaître ses intentions et le mettre en garde. Le maire aussi recevra une visite car c'est lui qui serait impliqué en cas d'expulsion; le comité de soutien veut donc savoir ses intentions. Enfin le 7 mai un piqueorganisé ferme. Y seront présentés des montages diapos réalisés par les paysans qui ont résisté à des expulsions dans la Manche, ainsi que des chansons et des interventions de soutien.

Pique nique dimanche 7 mai à midi à Moutiers au

Corr. ORNE

Achetez le Quotidien du Peuple tous les jours dans le même kiosque

LUTTES OUVRIERES

Tanneries Françaises Réunies (Le Puy)

DES «BONNES PAROLES» A LA RÉALITÉ ET A L'ACTION

• Il y a queiques jours, la direction des Tanneries Françaises Réunies annonçait son nouveau plan de restructuration, avec les conséquences que l'on sait : 562 licenciements au total dont 392 à l'usine du Puy, sur les 700 ouvriers qui y travaillent encore. Notre correspondant au Puy, retrace ici l'historique

et les raisons de ce mauvais coup contre les tanneurs, bien décidés à conserver leur emploi ; l'accueil qu'ils viennent de faire au ministre du Commerce, Barrot, à la foire exposition du Puy, a montré, s'il en était besoin, leur détermination, à faire reculer le pouvoir.

La situation des T.F.R occupait depuis de longs mois le devant de la scène sociale en Haute Loire. A intervalles réguliers, on parlait de l'éventualité d'importantes mesures de licenciements dans le cadre des plans de restructuration.

Il est vrai que dans les semaines précédant les législatives, les pouvoirs publics ainsi que la direction en place s'étaient employés à créer une atmosphère rassurante. On ne parlait pas de la situation des T.F.R ni de leur avenir, ou bien on en parlait peu, mais alors, à travers des discours électoraux d'où suintait le mensonge.

Le comité interministériel pour l'Aménagement du secteur industriel avait consenti depuis quatre ans des aides financières dont il est clair que l'octroi était directement lié aux échéances électorales.

S'il avait un goût de campagne électorale, le climat d'apaisement qui s'était installé n'en poursuivait pas moins un autre but : tempérer la riposte des tanneurs à l'annonce des licenciements. Si au lendemain du 19 mars les tanneurs s'attendaient à «quelque chose», peu imaginaient que le plan de restructuration survienne si rapidement et entraîne autant de licenciements : 562 pour l'ensemble des T.F.R. dont 392 au Puy sur les 700 qui y travaillaient encore. Tout a été très vite. En trois jours, un administrateur était nommé tandis que s'opérait la mise en réglement judiciaire de l'entreprise, mesure qui permettait la mise en place d'une nouvelle société dont on ignore tout à ce jour. Les tanneurs n'étaient pas accoutumés à autant d'empressement. En 74, lors de la faillite frauduleuse du PDG, n'avait-on pas attendu trois mois avant de savoir à quoi s'en tenir I.

LES DESSOUS DE L'AFFAIRE

Face aux agissements patronaux, nombreux étaient les tanneurs qui lors de l'assemblée générale des ouvriers du jeudi 27 s'interrogeaient sur l'avenir des T.F.R. II semble évident que l'usine ne pourra plus fonctionner bien longtemps. L'infrastructure est prévue pour 1 300 ouvriers et il n'en restera que 300 alors que les frais fixés resteront les mêmes. Après les licenciements, le pourcentage d'improduc-



tifs augmentera de 6 %. Et bien que les élus locaux se gargarisent publiquement du fait «qu'il y a un élément positif en la reprise en main de l'entreprise par une équipe sérieuse et compétente» les tanneurs savent bien que c'est cette même équipe qui dirige depuis 75 et qui a organisé la liquidation des T.F.R.

Peut-on espérer faire croire que tout va s'arranger de cette façon ? La politique du gouvernement et du patronat est claire. Le gouvernement au travers du 6º et 7º plan a décidé de brader l'industrie de la tannerie. Ce furent les T.F.R puis d'autres dont Costil, qui choisissaient de s'installer au Soudan et de licencier en France. Lorsqu'on sait que 80 % du cuir brut français est exporté et revient sous la forme de produits finis on ne peut s'empêcher de dire que le système économique actuel a fait son temps. Les patrons, quant à eux, se sont prononcés pour la liquidation des T.F.R. depuis 74. Il est clair pour beaucoup que le but recherché est la disparition définitive des usines du Puy et de Bort-les-Orgues. En licenciant la presque totalité des militants et délégués syndicaux, craindrait-on qu'une trop grande activité de ceux-ci ne perturbe l'agonie des T.F.R. lorsque seront licenciés les derniers ouvriers restant et ce. peut-être dans un proche avenir.

L'enjeu de la riposte des travailleurs des tanneries est donc double. Il ne s'agit pas seulement de refuser les licenciements mais aussi de faire en sorte que les T.F.R. vivent.

LA RIPOSTE

Contrairement à ce que certains espéraient, le lien licenciés non-licenciés se réalisait très bien, chacun ayant pris conscience de l'enjeu. Tandis que la riposte s'organisait, un appel à la population était lancé. Déjà en 77, avec le soutien de toute la population, les tanneurs avaient fait reculer le patronat.

Bien entendu, le 1° mai était au programme d'action des tanneurs. Mais avant, le 30 avril, le ministre du Commerce Barrot, inaugurait la foire exposition du Puy.

Dans le cadre de sa politique systématique d'intimidation, le pouvoir n'avait pas hésité à déplacer massivement ses CRS. On ne comptait pas moins de 11 cars, dont 4 avec leur chargement stationné dans une cour intérieure de la préfecture.

Dès 10 h, les tanneurs, n'en occupaient pas moins le lieu de l'inauguration. Ils étaient fermement décidés à demander des comptes à celui qui représente le gouvernement qui les licencie.

Après un face à face de plus d'une heure, alors que parmi la foule beaucoup s'écœuraient de la présence des forces de l'ordre, Barrot renonçait à inaugu-

Parmi la population, un tel déploiement de forces a été mal accueilli.

Les syndicalistes proposaient alors de poursuivre la manifestation à travers la foire. Mais la volonté des tanneurs de voir Barrot était telle qu'ils se retrouvèrent devant la préfecture que Barrot s'apprêtait à quitter. A l'arrivée des manifestants, les grilles se refermèrent et Barrot et sa suite se retrouvèrent coincés. Ce fut à travers les grilles questions et insultes, diffusion de tracts, alors que le ministre et ses députés s'ils se montraient gardaient leurs distances et prenaient l'air navré des grands incompris

C'est ce moment que choisirent les responsables syndicaux pour faire pour-suivre la manif dans la foire, au lieu de demander publiquement des comptes à Barrot. Evidemment, ils venaient d'apprendre qu'ils seraient reçus le soir même par Barrot. La discussion est plus facile devant le tapis vert!

Bien entendu, tous les tanneurs ne suivirent pas.

Correspondant Le Puy

Qui est Jacques Barrot ?

Né à Yssingeaux (Haute Loire) le 3 février 1937, il se lance dans la carrière politique après des études de droit. Qu'on en juge : d'abord adjoint au maire, puis conseiller général et député, il est de tous les gouvernements depuis 1974 : secrétaire d'État au logement sous Chirac, Barre I et Barre II, il est propulsé au rang de ministre du Commerce et de l'Artisanat dans le 3° gouvernement Barre, C'est le plein exercice de cette fonction, à savoir l'inauguration de la XXXV° et très officielle foire Velay-Auvèr, que, qui lui a valu d'être conspué dimanche dernier par les travailleurs en colère.

Hôpital Henri Mondor : (Créteil) mobilisation pour les effectifs

Communiqué

«Depuis près d'une semaine, le personnel de l'hópital Henri Mondor se mobilise pour obtenir des effectifs. Des services ont commencé à ralentir l'activité et à faire des débrayages fréquents. Le personnel de l'hôpital se déclare solidaire du personnel des hôpitaux de province qui sont en grève. Il est inadmissible qu'il manque près de 600 personnes pour que l'hôpital fonctionne normalement. Cette lutte va dans l'intérêt des malades pour qu'ils soient mieux soignés et dans l'intérêt du personnel et du service public.

Pour nos revendications, la lutte continue l»
CGT-CFDT Henri Mondor

Strasbourg : meeting des foyers sonacotra

Les comités de résidents des 5 foyers Sonacotra en grève de Strasbourg, et leurs comités de soutien organisent un meeting, samedi 6 mai, à la salle de l'ACFT, 8 rue du fossé des Treize, à Strasbourg, à partir de 19 h. Ce meeting doit permettre d'informer largement l'ensemble des travailleurs sur la lutte des résidents et plus généralement sur la situation des travailleurs immigrés (mesures Stoléru, expulsions, racisme, etc.) Au programme, groupes musicaux turc et arabe, projections, débat avec la participation du comité de coordination à 20 h 30.

Foyers d'immigrés : «Semaine d'action» CGT «retentissante» selon l'*Humanité*!

On sait ou on ne sait pas plus certainement, que la confédération CGT a organisé du 21 au 28 avril, une semaine d'action des résidents des foyers de travailleurs immigrés. Cette «semaine d'action» destinée paraît-il à «coordonner» l'action «dispersée» selon la CGT, des luttes dans les foyers, était la dernière en date des tentatives de la confédération cégétiste, pour récupérer le mouvement des résidents Sonacotra, qui rentre, rappelons-le, dans sa quatrième année. Bien que la vigilance doive s'imposer devant de telles tentatives, il semble néanmoins que la dernière en date ait été à nouveau un cuisant échec. L'Humanité parle «d'important retentissement» à propos de cette «action», mais bizarrement, elle n'y a consacré que deux nouvelles brèves. On attend des explications |

Profil (Gérardmer) : Lutte contre les cadences inhumaines

Suite à une augmentation des cadences à la Vosgienne de profilage, une partie du personnel a spontanément débrayé samedi 29 avril. La section CGT déclare à propos de ce mouvement : «La direction de Profil, où les conditions de travail laissent fortement à désirer, vise encore à augmenter les cadences de travail. En effet, sous couvert d'un retour aux 40 h, au lieu de 42 h 30, la direction voudrait mposer une production accrue, qui aboutirait pour certains postes à une augmentation de près de 50%. Il est clair que pour la direction, l'augmentation de la production doit être financée par une exploitation accrue des travailleurs, même si c'est aux dépens de leur santé, les travailleurs de Profil, rejettent cette orientation et refusent les cadences inhumaines. Ils revendiquent le droit de gagner décemment leur vie, et ne veulent pas vivre comme des machines. C'est pourquoi ils ont débrayé ce jour là».

LUTTES OUVRIERES

eLa défaite de la gauche le 19 mars semble entraîner une «redistribution des cartes» au sein de la CFDT. Le dernier Conseil national en a administré une double preuve : on a assisté au «retour du Rapport Moreau» évacué en janvier dernier. C'est la plus manifeste ! Mais on a pu aussi enregistrer une nouveauté de taille : la région Rhône Alpes de P. Héritier et la fédération PTT de Le Beller ont voté le rapport Maire (réactualisaton de la «ligne Moreau» dans la CFDT) alors qu'elles s'étaient élevées au CN de janvier 78 contre des thèses en somme fort semblables ! Peut-on vraiment parler de «surprise» pour autant ?

Le poids de la défaite électorale de la gauche a certes permis de faire passer auprès de certaines fédérations ou régions hésitantes, les mesures qu'elles contestaient auparavant. Pour ceux qui avaient misé à fond sur l'arrivée d'un gouvernement PS-PC pour «débloquer les revendications», le rêve s'écroule. Et la réalité leur semble si dure d'un coup qu'ils voient les travailleurs aussi démobilisés qu'eux-mêmes. L'avenir électoral bouché les conduit aussi allègrement à jeter, pêle mèle, par dessus bord les

journées d'action et toute coordination des luttes. Pour eux le rapport de forces à rétablir passerait par des «résultats partiels» à arracher au tapis vert, avant de penser à toute mobilisation globale des travailleurs. Cet esprit «gagne pain» semble faire son chemin dans certaines directions syndicales. Les gens du Ceres dans la CFDT n'ont pas l'air d'y échapper l

ATTENDRE 79 7

Pour Héritier et ses amis du Ceres, l'heure n'est guère, à jouer les Après le Conseil National CFDT

QUEL JEU VEUT JOUER LE CERES ?

matamores. La perspective de l'Union de la gauche s'éloigne. La querelle PC-PS bat son plein et ils y sont mal à l'aise.

Le «prolongement politique de l'action syndicale»
pour lequel ils se sont
battus, souvent en première ligne n'existe plus. Ce
1º mai, certaines sections
syndicales ou Unions locales CFDT ont même été
jusqu'à reprendre le mot
d'ordre qui gène le plus le
Ceres: «Programme commun: programme défunt
ne faisons confiance qu'à
nos luttes».

Incapable aujourd'hui de tracer une alternative pour la CFDT, le Ceres est (en outre) en train de se faire

piéger par la majorité confédérale de Maire et Moreau : dans l'affaire de la «normalisation» de l'UD du Rhône, c'est l'Union Régionale Rhône Alpes de Héritier, Oudjaoudji et Martel (tous du courant Ceres) qui va devoir porter le chapeau de la répression, alors même que la majorité confédérale gagne du terrain dans le nouveau collectif, sans bruit ! Conscient des difficultés de sa nouvelle situation, le Ceres définit d'ailleurs dans le dernier numéro de sa revue Repères, les grands traits de son attitude ac-

tuelle dans la CFDT.

Après un rappel historique, en termes flous de l'état, des divergences passées entre la majorité confédérale et ce qui fut la «Contribution» (regroupement qu'animait le Ceres au moment du Congrès confédéral d'Annecy de 76), la revue souligne qu'aujourd'hui «on n'apperçoit pas encore à travers les courants contradictoires qui traversent la CFDT, la ligne de pente qui va l'emporter». Gêné, certes, par la «plus grande méfiance» envers les partis de gauche, qui se fait jour après le 19 mars, le Ceres dénonce comme un «inconvénient majeur» le fait que l'orientation présente de la confédération risque de «détourner les militants du combat avec, et au sein des partis politiques pour la nécessaire (quoique insuffisante) prise du pouvoir central».

Mais ces remarques cotoient d'intéressantes réflexions, propres à expliquer notamment le vote de l'URI Rhône Alpes et de la fédération PTT au dernier conseil CFDT I

Pour Repères «Il y a un consensus, c'est certain, au sein de la CFDT, sur les objectifs finaux (...) if n'y a pas de désaccord non plus sur la nécéssité d'une action susceptible de déboucher sur des compromis et des résultats à partir de revendications «articulées» (...)». On voit là, effectivement de quoi s'entendre avec la majorité confédérale sur des questions importantes. D'autant que l'auteur prend soin de noter que cette convergence est ponctuelle, fruit du rapport de force et du poids de la situation politique. Car c'est «la définition de toute perspective de débouché politique» qui conduit aujourd'hui «à court terme, à une remise en cause des orientations de

l'action revendicative». Somme toute, les choses sont assez claires lorsqu'est précisé que «la longévité de cette orientation dépendra, pour une bonne part, de l'évolution de la gauche politique, et des nouvelles perspectives qu'elle saura - ou non proposer». Si le Ceres se plie aux circonstances (qu'il estime présentement peu favorables à ses ambitions dans la CFDT), il n'en a pas moins l'intention de ne pas prolonger la situation trop longtemps. Soucieux, au plan des partis de gauche, de recoller les morceaux de l'Union, le Ceres a, dans la CFDT, un objectif assez net : le 38° Congrès confédéral de Brest de 1979. Pour ne pas y arriver laminé ou isolé, il lui a fallu se replier lors du dernier conseil. Cela ne l'empêche pas dans une unité conflic-tuelle dans la CFDT, avec le PS et avec la majorité confédérale - de souscrire à la «normalisation» de la CFDT d'ici là. Bien au contraire...



Dans la page consacrée (le 2 - 5 - 78), à «la ligne Moreau dans la CFDT» au lieu de «va dans le sens d'une démecratisation plus poussée de la CFDT», il fallait lire : «va dans le sens d'une social-démocratisation...». Nous prions nos lecteurs qui

auront sans doute rectifié d'eux-mêmes, de bien



Depuis bientôt quatre mois, les ouvrières des ateliers de cablage de la Thomson à Malakoff (région parisienne) sont en grève contre le rendement. Ce que les grévistes refusent, c'est la situation suivante : dans les ateliers de cablage, pour chaque type de soudure, la direction a calculé le temps qu'elle considère comme «normal» pour faire le travail demandé. Si le travail est fait dans le temps, l'ouvrière touche un salaire maximum de 2 400 F brut. C'est alors qu'intervient le rendement : des bonus sont accordés si le rendement demandé est dépassé; inversement, si le rendement n'est pas atteint, c'est une partie du salaire qui saute. C'est ce système que les ouvrières refusent, estimant à juste titre que toutes doivent toucher le même salaire qui n'est pas une récompense.

Tout a commencé le 17 janvier : la direction veut sanctionner un délégué CGT faisant élaborer un cahier de revendications. Un débrayage massivement suivi de toute la production a alors eu lieu ; la direction se voit contrainte d'annuler la mise à pied.

Le 20 janvier, les ouvrières et ouvriers de l'atelier montage-cablage décident la grève à 60 % environ et sont rejoints par ceux de la micro-électronique (même travail mais sur des éléments beaucoup plus petits ce qui nécessite l'utilisation d'un microscope). Les revendications sont les suivantes :

 suppression du travail au rendement avec compensation de salaire par une somme fixe.

- intégration des 120 F de prime pour les travailleurs manuels, dans le salaire, — 420 F d'augmentation

 420 F d'augmentation pour tous et une rallonge pour tous dans les six mois,

reprise des cours de formation professionnelle (supprimés par la direction pour le passage d'OS en P 1 et de P 1 à P 2).

Au début du mouvement, les débrayages sont limités (1/4 d'heure par lour) et il n'y a pas d'assemblée générale. Mais, dès le début des premières négociations, des assemblées générales sont décidées. La direction proposera dans un premier temps quelques rallonges (concernant 8 travailleuses sur 50 1) ainsi que des cours mais avec des tests sélectifs. De plus, un nouveau système de paye qui est censé remplacer le travail au rendement, est proposé. En fait, le rende-

Thomson (Malakoff)

4 MOIS DE GREVE CONTRE LE RENDEMENT

ment est maintenu : le boni serait intégré progressivement mais la direction se réserverait le droit de contrôler que le rendement de chaque ouvrier n'a pas changé.. ! La direction parle même à ce moment là d'étendre ce nouveau système à d'autres secteurs pendant qu'elle envisage de mettre en place un système de gestion de la production par ordinateur qui lui permettrait d'accroitre la productivité de chaque ouvrier et de contrôler individuellement le travail !

A UN TOURNANT

Les grévistes, à l'unanimité refusent ce système et continuent à réclamer une véritable suppression du travail au rendement, c'est-à-dire des temps alloués pour le travail purement indicatifs.

Il y a quelques temps, la direction acceptait de «lâ-cher» 5 % d'augmentation de temps (trois minutes en tout f). Les militants CFDT tentent alors d'élargir la grève à toute la production mais deux obstacles se présentent, toujours actuels:

La division entre différents ateliers, dont certains ne sont pas soumis autant aux cadences, mais surtout la position de la direction de la section CGT qui s'oppose à un mouvement d'ensemble, et renvoie chacun dans son secteur porter ses revendications particulières. Les formes d'action des grévistes vont alors devenir plus offensives : dans l'atelier de câblage, les grévistes tout en restant à leur place, bloquent la production, et vont faire la «grève du bruit», en tapant sur un certain nombre d'outils : tabourets, poubelles, jusqu'à des boites de leur confection imitant des bruits de coq ou de crapaud !

Les grévistes vont aussi organiser un certain nombre de défilés dans les ateliers et occuperont à plusieurs reprises le bureau du chef du personnel.

La direction, aujourd'hui, ne cède toujours pas et emploie la répression ; alors que les ouvriers tiennent un sit in sur les marches de la cantine, la chef du personnel renverse l'une d'entre elle. Un débrayage à lieu aussitôt. Depuis, à chaque intervention des grévistes, la direction répond par des retenues de salaire, des menaces de sanctions de tous ordres et des contestations d'huissier.

vouloir nous en excuser.

Aujourd'hui, la lutte arrive à un tournant : l'isolement entretenu par la direction CGT pose de sérieux problèmes. En outre, la direction CGT mais aussi celle de la CFDT sont en train de reprendre les négociations sur la base des propositions de la direction (c'est à dire un simple aménagement du rendement) laquelle a dans l'idée de convoquer par petits groupes les grévistes pour leur expliquer à coups de graphiques son système l

Face à ces tentatives de division, face à la répression qui s'accentue, il faut briser l'isolement et aussi soutenir les grévistes financièrement. Déjà les sections syndicales CGT et CFDT de l'INSEE Malakoff ont décidé de prendre contact avec les grévistes et d'organiser une réunion publique avec eux, pour envisager le soutien, cette fin de semaine.

Renault Flins : débrayage contre les cadences

Depuis plus d'une semaine, les débrayages se succèdent dans divers ateliers de l'usine Renault à Flins (Yvelines). Les travailleurs de la sellerie, du carroussel, des sièges, de l'atelier peinture et de celui des pédaliers, exigent une augmentation de leurs salaires et une diminution des cadences : la direction de la régie, qui vient de lancer la R 18, entend imposer pour la fabrication de cette nouvelle voiture, des temps inférieurs de 15 % aux temps habituels qui sont déjà inacceptables l

INFORMATIONS GENERALES

• Une aire de stockage du Centre d'études nucléaires de Saclay est contaminée par des déchets radio-actifs. Grâce aux syndicalistes du centre et au «Groupe information-travail» du CEN, on en a maintenant la certitude. Laconiquement, la direction du centre commence par affirmer que la contamination est très faible. Des mesures prouvent qu'elle est 5 000 fois supérieure à la «concentration maximale admissible». Sous le plateau de Saclay se trouve la nappe phréatique qui alimente en eau potable les communes voisines. Or à l'heure actuelle, on ne peut rien faire pour parer aux effets de cette pollution radio-active : et deux nouvelles piles nucléaires sont prévues sur le plateau!

UNE VIEILLE HISTOIRE

A la fin des années 60,

le CEA entrepose les déchets produits par les piles atomiques expérimentales du centre. Des «chateaux» de béton sont entreposés sans que personne ne se pose de question sur leur longévité. Presque par hasard, en 1972, on s'apercoit que certains futs sont fissurés. Le groupe «Écologie et Survie» prend des photos et les publie. Réaction très vive de la direction, inquiète de l'écho suscité dans le centre et la population avoisinante: «Tous les contrôles permettent de vérifier en permanence qu'il n'existe aucun phénomène susceptible de faire naître un risque, ni pour la population, ni pour l'environne-Voire...

Il y a deux mois, un délégué CHS apprend qu'un laboratoire est construit sur une zone de l'aire de stockage, d'où les chateaux ont été déménagés vers le centre de retraitement de la Hague. Les techniciens de ce labo sont bien ennuyés : ils voulaient disposer d'un endroit où la radioactivité ambiante soit la plus faible possible. Or il s'avère que le «bruit de fond radioactif» est beaucoup trop élevé. Vérification faite, il y a bien des boues radioactives. Le CHS met en demeure l'administration et informe le personnel le 3 avril. Le service de protection contre les rayonnements du centre (SPR) effectue des mesures et relève une importante contamination de la terre et de

l'eau par du Césium 137.

élément radioactif de pé-

riode 30 ans, qui a la

propriété de se fixer sur les

os. La concentration trouvée dans l'eau est de 1/10 de Curie par m3. La norme maximale internationale est de 2 millionièmes par m 3...

Le lendemain de la mesure, l'aire est fermée par un grillage. «Aucun risque pour l'environnement», disait la direction six ans plus tôt.

Il y a donc pollution

radioactive, due aux fuites observées sur des chateaux aujourd'hui déménagés. De plus, ces fuites ont été concentrées par la configuration du terrain et le réseau des eaux de ruissellement. Or ce n'est pas la première fois qu'un tel «incident» se produit à Saclay, où les conditions de sécurité sont pourtant bien meilleures qu'à l'usine de la Hague. Ainsi, de 64 à 74, il y a eu un déversement, dans un «puits à sable» relié à la nappe phréatique, d'eau contenant du tritium. (Le tritium ayant les mêmes propriétés chimiques que l'hydrogène, peut remplacer celui-ci dans les molécules d'eau). Ailleurs, toujours selon le GIT, des cuves de rétention de liquides radioactifs fuyaient. On s'en est aperçu au moment de les expédier à la Hague : leur contenu avait diminué, sans que les fuites ne soient détectées. La pile Osiris, qui présentait des fuites d'eau ne serait toujours pas correctement col-

ET MAINTENANT ?

Le résultat des mesures a été affiché le 7 avril. Depuis, rien n'a été entrepris pour décontaminer le terrain : dans l'état actuel des techniques de décontamination, il faut attendre que les terrains soient secs

Refusons d'être des cobayes

«Il est grand temps que les travailleurs du nucléaire se rendent compte qu'ils servent d'objets dans une vaste étude statistique. Ce n'est que maintenant, après trente ans, que sortent les résultats d'induction de cancers et de la mortalité chez les travailleurs de l'usine nucléaire d'Hanford aux USA (...) Actuellement, la polémique est très vive aux USA, et certains préconisent la réduction par 10, de 5 rem à 500 millirem, de la dose maximale admissible pour les travailleurs directement affectés aux travaux sous rayonnements».

«Il est grand temps que la population se rende compte qu'elle fait également partie de cette étude. Il y a peu de temps, on admettait encore l'existence d'un «seuil» en dessous duquel les rayonnements étaient supposés ne pas avoir d'effets néfastes. Au moment où l'on s'interroge sur le rôle des faibles doses (cancérigènes en particulier NDLR), la population doit se méfier des propos rassurants des technocrates du nucléaire».

Extraits du document du Groupe Information-travail de Saclay. Le plateau de Saclay contaminé par des déchets radioactifs

LA CONTAMINATION DÉCOUVERTE «PAR HASARD»!

pour entreprendre quoi que ce soit. Si la pollution est relativement récente, il faudra dégager la terre contaminée et l'envoyer à la Hague. Si elle est plus ancienne, elle aura pénétré trop profondément. Il n'y aura plus qu'à attendre qu'elle atteigne la nappe phréatique. Le temps de pénétration est de l'ordre de quinze ans. Et alors, il n'y aura rien à faire. Ce fut déjà le cas à Grenoble où le CEA possède aussi un centre d'études.

«COMME LA MAREE NOIRE»

Cette nouvelle contamination sur le plateau de Saclay est inquiétante à plusieurs titres. D'une part, sa découverte n'est pas le fait des services officiels, mais de délégués du personnel décidés à ne rien laisser passer sur le plan de la sécurité. Selon ces délégués, la responsabilité n'en incombe pas au SPR, mais à la direction du centre, par la politique de restriction du personnel et de rentabilisation qu'elle

Ce fait est illustré par un accident du travail



récent où un ouvrier manœuvrant un pont roulant a été électrocuté. Le pont n'était pas conforme à la réglementation. Les fabricants de pont n'étant pas tenus de se conformer aux normes, la direction fait des économies en commandant des engins au moindre prix. D'autre part, la politique de rentabilisa-

tion étant beaucoup plus poussée dans les centres de production, aujourd'hui contrôlés par la COGEMA, on imagine les résultats qu'elle peut produire. Enfin, comment ne pas s'interroger sur des activités qui produisent des déchets radioactifs qu'on ne peut pas éliminer lorsqu'ils ont pénétré la terre.

"Mazoutés aujourd'hui, radioactifs demain», disaient les manifestants à Brest. «C'est comme le transport du pétrole par supertanker: on fabrique des produits dans des conditions telles qu'on ne sait pas quoi faire en cas d'accident», nous disait un délégué syndical de Saclay.

Après le procès d'Aix contre les violeurs

LE VERDICT NE RESOUT RIEN

«Pétrilli six ans de prison criminelle ; Mouglaglis et Roger quatre ans de réclusion criminelle». Le verdict est tombé, quatre ans après le viol d'Arracelli Castellano et Anne Tonglet, à la suite de deux jours de tension et de mobilisation des femmes,. provoquant la stupeur dans l'assistance venue dans sa majorité, défendre le droit des femmes et faire le procès du viol. Stupeur de voir la machine judiciaire bourgeoise reprendre, d'une certaine manière, le cri de révolte des femmes. En confrontant les faits et le code pénal, en appliquant celuici, en niant la dimension du procès. «Ne vous occupez pas de prévention, de réinsertion ou de l'éducation sexuelle. C'est l'affaire du législateur. Je vous demande des peines criminelles : l'exemplarité est à ce prixa, avait dit l'avocat général aux jurés.

«Oui, le recours à la

justice est pathétiquement nécessaire, c'est une phase provisoire, nous ne pouvons l'éviter», déclarait Gisèle Halimi à la sortie du Palais, lors d'une conférence de presse à laquelle les femmes et les hommes venus soutenir Arracelli et Anne, n'ont pu assister. Gisèle Halimi symbolise l'acharnement à faire reconnaître le viol comme un crime, dans toute-sa gravité. En ce sens, elle a traduit une aspiration profonde des femmes, elle a contribué à briser le silence et la honte qui entourent encore la plupart des viols, et qui a poussé une jeune algérienne de quinze ans au suicide, la veille du verdict du procès d'Aix. Mais en affirmant que «le viol est le seul crime où la peine peut être dissuasiven, elle a soulevé de nombreuses interrogations. Déjà, lors d'un procès en assises où un algérien avait été condamné à vingt ans de prison, alors que les victimes s'opposaient à

une lourde peine, le débat avait été vif.

Cette fois à Aix, des femmes ont dit, en sortant de la salle d'audience : «S/ c'est pour ça, je ne reviens pas». Et un cri spontané a surgit : «Le verdict ne résout rien, c'est la société qu'il faut changer». Lors de la manifestation de la veille dans les rues d'Aix, ce point de vue s'était renforcé. On y scandait : *«femmes* travailleuses, double exploitation, cette société, nous la changerons», «Huit heures dans les usines, six heures dans les cuisines, il n'y a que dans les magazines que les femmes ont bonne mine». Selon notre correspondante, le sentiment revanchard qui ressortait des précédentes manifestations avait disparu. S'était affirmée la remise en cause de la société. «Nous ne voulons pas de peines lourdes, Il faut poursuivre les violeurs devant la justice, et faire des procès une tribune», disait-elle en reprenant un

3 femmes arrêtées

Trois jeunes femmes ont été arrêtées pendant les débats du procès d'Aix. Elles avaient peint des slogans sur les murs du Palais de justice. «Viol, solidarité», en particulier. Elles passeront en procès le 18. La moindre condamnation serait intolérable.

point de vue exprimé après le verdict.

Celà la justice a voulu à tout prix l'éviter. «Il ne s'agit pas de discuter de la société. Nous sommes ici pour juger les faits», avait clairement annoncé le président.

Si le débat reste ouvert, après le verdict d'Aix, une chose est acquise : le recours à la justice bourgeoise ne peut être la fin de la lutte contre le viol.

Éric BREHAT

INTERNATIONAL

Espagne : unification PSOE-PSP

Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) le Parti socialiste Populaire (PSP) ont fusionné dimanche en présence de François Mitterrand et de Mario Soares. Du point de vue électoral la fusion des deux partis donne au nouveau parti socialiste — qui garde le nom de PSOE — la première place parmi les partis espagnols devançant le parti au pouvoir de Suarez de très peu. Cette égalité ne se retrouve pas aux Cortés (le parlement espagnol) grâce à un habile découpage électoral combiné par Suarez. Il n'empêche la fusion va donner au parti de Gonzales — dorénavant présidé par Tierno Galvan, ancien chef du PSP — les moyens de se présenter comme parti de gouvernement crédible, par l'apport des cadres du PSP. Cela méritait la bénédiction des socialistes français et portugais.

France - Algérie : pas de coopération sous la menace militaire

Houari Boumédienne le président algérien a déclaré devant l'Assemblée nationale populaire que les discussions sur tous les problèmes pourraient être engagées «aussitôt réglés les problèmes politiques et de sécurité que pose la présence militaire française dans la région. Aucune négociation ne peut se développer sérieusement comme nous le souhaitons, si une menace étrangère plane dans le ciel de cette partie de l'Afrique et du monde arabe.

Zimbabwe : dissensions à Salisbury

Muzorewa, l'un des Africains qui accepte de participer au gouvernement des racistes, a menacé de démissionner si le gouvernement ne revenait pas sur sa décision de renvoyer Hove ministre de la justice. Celui-ci avait été renvoyé pour avoir demandé que les Africains soient moins maltraités par la police et disposent de plus de places dans le service public. En quittant Salisbury pour Londres, le ministre limogé a déclaré que le réglement intérimaire mis en place par Smith était «une tentative des racistes pour nous tromper, nous utiliser comme caution et pour tromper le monde entier». Dans un communiqué rendu public dimanche le parti de Muzorewa a qualifié les propos de Hove de «conformes au programme de l'UANC lle parti de Muzorewa) et à sa politique». On se demande pourquoi ceux-ci se sont dès lors matérialisés par un accord avec Smith I

Dans les poubelles de Nixon

Nixon a décidé de mettre sur le marché ses «mémoires», dans lesquelles il reconnaît sans détour avoir ordonné à la CIA de cambrioler l'immeuble du Watergate, siège du parti démocrate. Cet aveu est agrémenté de considérations douteuses, dans le genre «Dans le livre bleu (où étaient transcrites certaines bandes magnétiques enregistrées par Nixon lui-même dans son bureau) je me trouvais en situation de dire au peuple américain des choses qu'il ne voulait pas savoir». Par exemple que son président parlait à son sujet comme un charretier et évoquait avec cynisme des décisions l'intéressant. Ces minables considérations sur sa présidence doivent rapporter à Nixon quelques dizaines de millions de dollars. Cependant les mémoires sont boycottées sous le slogan «n'achetez pas le livre d'un escroc» et certains circuits de diffusion refusent de le mettre en circulaton.

Enfin dans ses «mémoires», Nixon ne traite pas de l'essentiel : comment Nixon a décidé d'assister les milliers de Vietnamiens et Cambodgiens, comment il a préparé une intervention armée contre les pays producteurs de pétrole, comment et à quel prix il a exercé un chantage contre les pays européens en 1973. Un livre à scandale qui fait de l'or avec la fange de celui qui l'a produit et rien d'autre.

USA: nouvelle bombe

celui qui l'a produit et nen d'autre.

Une nouvelle bombe est sortie des cartons du Pentagone. Baptisée RRR (à radiations résiduelles réduites) la nouvelle bombe a pour particularité de détruire massivement des installations et des positions tout en évitant la contamination prolongée du sol et les retombées radio actives. A la différence de la bombe à neutrons fondée sur un principe similaire quant aux retombées radio actives, la nouvelle bombe a pour objet de détruire massivement quand, la bombe à neutrons visait d'abord à mettre hors de combat les équipages de chars. Les crédits viennent d'être demandés au congrès, sur la base d'un document présidentiel datant du mois de décembre, prévoyant également le déploiement de la bombe à neutrons retardé depuis. Le budget pour les engins nucléaires, est selon le docteur Kerr, qui a présenté le projet au congrès, en augmentation de 108 millions de La DST contre Radio 93

LES RADIOS POPULAIRES ENNEMIES INTÉRIEURES ?

sur commission rogatoire du procureur du Tribunal de Grande Instance de St Denis, et Yvonne Huriez, qui est responsable des locaux abritant la radio «pirate» risque d'être inculpée pour les émissions de Radio 93. Yvonne fait ainsi l'objet de deux poursuites : l'une pour «tapage nocturne», plainte déposée par un voisin qui réclame 10 000 F de dommages et intérêts. Plainte au sujet de laquelle la municipalité PCF de St Denis ne semble pas étrangère ; ainsi les flics qui sont intervenus dans le cadre de la protection du monopole (l'autre objet de poursuite) ont déclaré à l'animatrice des «Degling's» : «Vous ne pensez tout de même pas que la municipalité vous aide». Cette reflexion n'est certainement pas un hasard. Yvonne, de par ses activités dans le Comité de Lutte contre la misère (qui intervient sur les cités de

• Yvonne Huriez, animatrice de la librairie «les Degling's» qui abritait dans ses locaux Radio 93, a été interpelée à son domicile, le mercredi dans l'après-midi, et interrogée pendant plusieurs heures par la DST (Défense et Surveillance du Territoire). Le pouvoir assimilerait-il les radios populaires à des ennemis intérieurs ?

transit) a eu plusieurs fois l'occasion de critiquer les agissements du PCF. Dernièrement encore, à propos de Christian Lecoq, qui réclamait un logement pour pouvoir récupérer ses enfants. (L'action de Christian semble avoir réussi puisqu'on lui a promis un logement pour lundi). D'autre part, Radio 93 à plusieurs reprises s'est fait l'écho de plusieurs luttes et critiques contre les agissements du PCF. La découverte de l'origine de la menace reçue la veille de la plainte, avous allez être mise hors d'état de nuire, toi et ta librairie» ne réservait certainement aucune surprise !

Mais la riposte contre la

répression policière qui s'est abattue sur deux radios libres, semble piétiner et refléter le débat en cours sur les différentes conceptions de la radio. L'émission publique de mardi tenue sur les lieux même de l'intervention contre R. 93, préparée dans «le feu de l'action» a été un succès puisque l'émission a pu se tenir malgré un retard pour des raisons techniques. Mais sans négliger le poids de la présence de nombreux intellectuels, le public correspondait mal à celui que vise R. 93, les personnes présentes étant en majorité des membres d'autres collectifs radios. Alors, comment sortir de ce cercle des collectifs, qui

radios libres une question de «connaisseurs», un hobby ? Car de la définition même du rôle que pourraient jouer ces radios, dépend l'ampleur de la riposte, de la mobilisation. Une question qui risque de trouver une réponse malgré tout rapide face à la répression. Mais l'atteinte à la liberté d'expression ne saurait attendre trop longtemps... Pour leur part, les animateurs de R. 93 semblent avoir choisi : «Radio 93, ça continue, on est prêt à crever pour ca lu

RADIO 93 93 MHZ SOUTIEN FINANCIER Chèques à l'ordre de Yvonne Huriez 4 rue Lanne. 93 Saint Denis

PREMIER PROCES: LE 26 MAI A 14,H Tribunal d'Instance 22 bis rue G. Péri Saint Denis

Le mouvement de Boycott contre Nestlé aux USA

DES MILLIERS DE BÉBÉS MORTS POUR LE PROFIT!

Le boycott de la firme Nestlé bat son plein aux USA. Nestlé est accusé par une organisation «l'INFACT» d'être responsable de la mort de milliers de nourrissons dans les pays du Tiers-Monde. La coalition INFACT, regroupant un certain nombre d'organisations d'inspiration religieuse, axe son

Cela falt déjà longtemps que les pédiatres et l'Organisation Mondiale de la Santé ont dénoncé les méthodes commerciales (et leurs répercussions sanitaires) des firmes de lait. En 1974 Mike Muller publie rapport «The babies Killero qui prend à partie deux sociétés Nestlé et Cow and Gate. Ce rapport raconte le procédé de ces firmes : publicité massive et simpliste dans les radios, faites en langue locales pour toucher le maximum de mères ; utilisation de personnel médical ou de soi-disant infirmières pour présenter partout les laits pour bébés ; distribution massive d'échantillons gratuits etc...

PLUS DE DECES DE BEBES |

Ces méthodes étaient totalement inadaptées à la situation et aux conditions de vie de ces pays. Leurs conséquences furent donc criminelles pour la santé des bébés. Pour alimenter un enfant au biberon il faut respecter minutieusement les règles d'hygiène : biberons et eau stérilisés (bouillis), mains très propres : la quantité de lait doit être respectée. Hors dans le Tiers Monde, ces conditions sont inapplica-

bles par les masses populaires : l'eau est rare, les parasites fréquents ; il n'y a souvent qu'une seule marmite pour faire cuire les repas familiaux; les conditions de logement sont souvent incompatibles avec des exigences d'hygiène trop strictes. Enfin, la poudre de lait est très chère. Nourrir un bébé de trois mois coûte environ 30 % du salaire minimum au Nigéria, 40 % dans d'autres pays. De nombreuses mères de familles ne disposent même pas de ire minimum ! lors, elles sont nombreuses à diluer trop de lait pour économiser une poudre aussi précieuse...

Tout cela fait qu'un grand nombre de bébés nourris au biberon sont victimes de maladies de malnutrition, de diarrhées ; de kwashirkor. Affaiblis, les bébés finissent par mourir. Des études menées en Jamaïque, au Chili; au Proche Orient, ont montré que la mortalité infantile et les maladies digestives sont deux à trois fois plus nombreuses chez les enfants nourris au biberon que chez ceux qui sont allaités au sein.

Pour les trusts alimentaires les profits sont bons; même si des enfants meurent chaque jour! La consommation de lait s'est travail sur les pays du Tiers Monde. A ce titre, elle a eu l'occasion de constater les résultats catastrophiques et révoltants de la politique de cette firme de promotion publicitaire et de vente du lait en poudre pour bébés.

accrue énormément dans le Tiers Monde parce qu'on a fait croire aux mères que le biberon valait mieux que le sein pour le bébé. Ce qui constitue de surcroît un mensonge évident, le lait maternel dépassant le lait en poudre par sa qualité. De plus, la Banque Mondiale a estimé la perte subie par les pays du Tiers Monde à 3/4 de milliard de dollars par an pour la non-utilisation du lait maternel 1

DE NESTLE

En mai 74, un groupe de travail «Tiers Monde» de Berne traduit la brochure de Killer sous le titre «Nestlé totet babies» (Nestlé tue des bébés). Nestlé porte immédiatement plainte à cause du titre mais ne porte plainte contre le contenu de la brochure de Killer. Le procès retentissant, se conclut par une condamnation symbolique du groupe «Tiers Monde».

Depuis Nestlé a entamé une «contre attaque» publicitaire. Agissant comme la Shell pour la marée noire, Nestlé USA, victime du boycott refuse de reconnaître sa responsabilité, invoquant celle de succursales Nestlé dans le Tiers Monde I Une brochure

luxueuse est distribuée où l'on cite quelques cas d'enfants sauvés par.. Nestlé, etc...

Le 13 avril 78 une riposte massive, contre la firme est organisée aux USA, avec des initiatives et manifestations dans 20 villes américaines. Suite à la campagne, Nestlé reçoit des milliers de lettres de protestation à son siège de White Plains,

Nestlé s'est toujours refusé à fournir les chiffres indiquant les effets de boycott sur ses chiffres de vente. L'affaire prenant de plus en plus d'ampleur, un rapport gouvernemental a été préparé, mais n'est pas encore public. Et il n'est pas impossible que Nestle soit appelé à témoigner devant le congrès américain.

Des gouvernements de pays du Tiers Monde deviennent plus méfiants par rapport à ce type de firmes et la Guinée Bissau a interdit la vente d'aliments pour bébés sans ordonnance médicale. Mais malgré le mouvement de boycott, malgré les déclarations de l'OMS et des pays du Tiers Monde, le trust Nestlé n'a pas à ce jour changé sensiblement sa politique aux effets meurtriers

Pierre PUJOL

Après les récents incidents au Liban UNE MISE AU POINT DE L'OLP

- L'ambiguité de la résolution 425 de l'ONU
- Les deux poids, deux mesures du général Eskine

Déclaration d'Ezzedine Kalak au Quotidien du Peuple

Au cours d'un entretien téléphonique, le représentant de l'OLP en France, nous a notamment déclaré : «L'essentiel sur le plan politique, dans les évènements de ces derniers jours, provient de l'ambigüité du mandat donné aux casques bleus. La résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations Unies, précise que la tâche principale de la FINUL est d'assurer le plus rapidement possible le retrait inconditionnel d'Israël du Sud-Liban.

Le général ghanéen Eskine, commandant des forces de l'ONU au Liban, alors qu'il se trouvait à Jérusalem occupée,

envoyé dimanche, au début des récents incidents, un ordre aux casques bleus, de tirer sur tout homme armé, palestinien ou patriote libanais. Nous comprenons mal cet ordre. Nous comprenons mal pourquoi le général Eskine n'a pas demandé aux troupes de la FINUL de tirer sur les soldats israéliens bien armés qui occupent illégalement, après leur agression, le Sud-Liban. L'OLP a protesté dans un mémorandum envoyé au secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, après la mort de deux patriotes libanais, dimanche dernier.

Mais, malgré tous ces

incidents, l'OLP demeure favorable à la collaboration avec la FINUL, pour assurer l'évacuation la plus rapide possible des forces d'occupation d'Israël au Sud-Liban, car c'est cela qui constitue le mandat donné aux forces des Nations Unies».

Demandant à Ezzedine Kalak ce qu'il fallait entendre par «bavures» et «provocations» tel que cela est mentionné dans le point 7 de sa mise au point publiée à Paris (voir cijoint), il nous a répondu : «Les bayures, c'est entre autres l'ordre donné de Jérusalem du général Eskine, commandant la force de l'ONU au Liban. Les

casques bleus c'est une force de paix et non de guerre, alors pourquoi l'ordre de ne tirer que contre un côté 7».

Sur les conditions dans lesquelles le colonel français Salvan, a été blessé, Ezzedine Kalak nous a apporté les précisions suivantes: «Le colonel Salvan et l'officier de liaison palestinien Tamraz se trouvaient dans la caserne de Tyr où sont installés les casques bleus français, lorsque celle-ci a été bombardée ; les deux officiers sont sortis de la caserne, en prenant la voiture Toyota de l'officier palestinien. C'est alors qu'ils ont été atteints par des tirs. La caserne a été bombardée après l'assassinat des deux patriotes libanais». Sur les conditions de la mort de ces deux patriotes tués par les casques bleus français : «If y a deux versions: les casques bleus français disent qu'ils ont tiré après sommation. Du côté des progressistes libanais, on affirme que les deux patriotes ont été tués sans sommation»

> Propos recueillis Jean-Paul GAY



Communiqué du bureau de l'OLP à Paris

A propos de l'incident dont a été victime le colonel Jean Salvan, commandant des casques bleus français au Liban, Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP en France, précise les points sul-

1) Les liaisons entre l'OLP et les forces de l'ONU sont permanentes, en vue de régier tous les problèmes qui pourraient surgir à propos de l'accomplissement de leur mission par les casques bleus.

2) Pour assurer les contatcs entre les détachements de la FINUL et les forces palestino-progressistes libanaises, l'OLP a désigné dans chaque secteur un officier de liaison. 3) Après les incidents graves qui ont eu lieu dimanche matin, et qui ont coûté la vie à deux patriotes libanais dans la région

de Tyr, l'officier de liaison

palestinien, le colonel Tew-

fik Tamraz s'est entretenu,

en fin d'après-midi, avec le

colonel Salvan. Ils se sont

mis d'accord pour la solu-

tion d'un certain nombre

de problèmes, et c'est en cours de leur déplacement pour en résoudre d'autres sur le terrain, que leur voiture a été attaquée par des éléments inconnus. Les Chefs Salvan et Tamraz ont été blessés. Leurs nien et sénégalais, ont été tués alors qu'ils tentaient de les protéger.

4) Les colonels Salvan et

Tamraz ont été immédiatement transportés par une ambulance du Croissant Rouge Palestinien. Le colonel Salvan a été opéré à l'hôpital palestinien de «Gaza» (au camp de Sabra, à Beyrouth), en présence çais, de quatre représentants de l'ambassade et d'un médecin délégué par l'ambassade de France.

Appel du Fath aux États Arabes

Le Fath a invité mercredi les États arabes à reconsidérer leurs relations avec les USA. Il a lancé cet appel dans un communiqué publié à Beyrouth, à l'issue d'une réunion consacrée à l'examen des dernières déclarations de Carter appuvant totalement l'État signiste et rejetant de fait toute reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. «Il est temps, déclare le Fath, que les USA assument la responsabilité de leur politique agressive à l'égard du peuple palestinien». Le Fath souligne qu'«il est du devoir des Etats arabes, notamment des Etats pétroliers, d'arrêter une attitude claire à l'égard de cette politique agressive» et il renouvelle sa détermination de poursuivre le combat contre Israël, notamment en «accentuant la lutte armée à l'intérieur des territoires occupés». Le Fath conclut en réaffirmant son attachement à l'unité du Liban, à son indépendance nationale, et aux accords conclus entre les autorités libanaises et l'OLP; il proclame son appui à «tout effort visant à mettre un terme à l'occupation israélienne du Sud-Liban».

5) Le commandement de l'OLP suit avec la plus grande attention l'état de santé du colonel Salvan. Le président Yasser Arafat s'est rendu personnellement à son chevet ce matin.

déclaré : «L'officier palestinien et moi même étions en mission de conciliation lorsque des éléments inconnus ont tiré sur nous. Il n'y a absolument aucun problème entre les palestiniens et moi».

7) Une commission d'enquête a été constituée. Il ne fait pas de doute que des bavures et même des provocations ont eu lieu, et que certains agissent en vue de dévoyer les forces de la FINUL de leur mission essentielle qui consiste à mettre un terme le plus rapidemment possible, à l'occupation israélienne du sud-Liban. Il est impératif de ne pas tomber dans les pièges que certains tendent afin de troubler les bonnes relations franco-palestiniennes.

Paris, le 3 mai 1978

«CE N'EST PAS POUR LES BEAUX YEUX DE LA RÉSOLUTION 425 QU'ON VA JETER LES ARMES...»

Répondant jeudi matin, sur Europe Nº 1, aux questions d'un Ivan Levai, méprisant et provocateur, le représentant de l'OLP en France a apporté des précisions importantes sur la position de l'OLP, au sujet de points fondamentaux, en rapport avec les évènements de ces derniers jours au Liban.

Ezzedine Kalak a rappelé la présence au Sud-Liban de plusieurs organisations progressistes nationales libanaises, armées, et l'existence d'«une commission conjointe palestino-progressites libanais qui essaie de régler les problèmes quand il y en a. C'est pour cela que l'officier de liaison palestinien de la commission est allé voir les

casques bleus français».

A la question : «Alors, vous rejetez la responsabilité des graves incidents sur les progressistes libanais ?», Ezzedine Kalak répond : «Pas du tout. Je rejette la responsabilité de cette affaire sur l'ambigüité de la résolution 425 du Conseil de sécurité, qui mandate les casques bleus, notamment français, pour veiller au retrait le plus rapide possible des forces israéliennes, de la totalité du Sud-Liban, pour rétablir la souveraineté et l'unité du Liban».

LA RÉSOLUTION 425 IGNORE LE PROBLÈME PALESTINIEN

Notant que le général Eskine, a donné l'ordre aux forces de l'ONU de tirer sur les Palestiniens et les progressistes libanais, armés, sans donner le même ordre contre les soldats israéliens, le représentant de l'OLP en France, souligne : «A propos de la résolution 425 du conseil de sécurité, je vous rappelle une chose : l'OLP a rejeté la résolution 242 du Conseil de sécurité, qui a été adoptée en novembre 67. Pourquoi ? Parce qu'elle ingore les droits nationaux de notre peuple. Et nous n'avons pas jeté nos armes parce que nous comptons bien rentrer chez nous. Alors, ce n'est pas pour les beaux yeux de la résolution 425 qu'on va jeter les armes.

Le problème palestinien existe toujours. Nous étions bombardés par les Israéliens. Nous étions massacrés par les forces isolationnistes libanaises. Nous avions des problèmes armés avec la Syrie. Et aujourd'hui, rien n'est changé. Or, la résolution 425 ne parle pas de nous. Pourtant, pendant 8 jours, au Sud-Liban, le combat était entre qui et qui ? Il était bien entre l'armée israélienne qui a envahi le Sud-Liban et les forces palestino-progressistes libanaises qui ont résisté. Et pourtant, la résolution 425 ne mentionne pas la solution du problème pales-

(«UNE AFFAIRE QUI CONCERNE LES AUTORITÉS LIBANAISES»

À une question sur la «reconnaissance de l'utilité de l'écran des casques bleus au Sud-Liban», le représentant palestinien répond : «L'OLP a désigné dans chaque secteur du Sud-Liban, un officier de liaison qui travaille et coordonne les activités quotidiennes avec les responsables des casques bleus. Parce que pour nous, les casques bleus facilitent, pour le moment, la création des conditions qui permettent le retrait le plus rapide des forces israéliennes du Sud-Liban. Si la communauté internationale oblige Israel à se retirer, pourquoi nous, on se battrait au Sud-Liban. Nous voulons que les forces israéliennes mettent fin à leur occupation du Sud-Liban.

Alors, le passage prévu de 4 000 à 6 000 casques

bleus au Sud-Liban vous satisfait ?

Je ne dis pas ça. Ceci est une affaire qui concerne les autorités libanaises, le président libanais Sarkis et les Nations Unies. Il y a par ailleurs des relations entre l'Etat libanais et nous, et aussi des relations entre l'ONU et nous, en tant qu'organisation mondialement reconnue

par M. Kurt Waldheim.

Face aux propos du journaliste d'Europe Nº 1 : «Vous n'avez plus de front avec Israël : la Syrie c'est fini, la Jordanie c'est fini ; il y avait un front possible là, entre Israël et le Sud-Liban, il n'y en a plus, il y a un tampon», Ezzedine Kalak souligne : «Ce n'est pas pour autant que la résistance est terminée. Pour nous, l'important c'est le développement des actes de résistance en Palestine y a là-bas des actes de résistanc quotidiens de notre peuple contre l'accupant israélien».

«ON DEMANDE TOUJOURS A LA VICTIME DE FAIRE UN GESTE»

Leval demande : «Au moment où Israël fête ses 30 ans, l'heure n'est-elle pas venue pour vous, de faire un geste, un vrai geste de paix, en modifiant par exemple la charte

qui promet la destruction de l'État juif ?

On demande toujours à la victime de faire un geste. Mais, je vous rappelle une chose : c'est nous qui avons proposé l'État démocratique sur l'ensemble de la Palestine, où chrétiens, musulmans, juifs, pourront vivre ensemble. Les dirigeants israéliens ont refusé. C'est l'OLP et le Conseil national palestinien, avec toutes les tendances de la Résistance, qui ont proposé la création d'un Etat palestinien sur une partie de la Palestine, même une partie occupée en 67 par les troupes israéliennes. Et pourtant, les dirigeants israéliens ont refusé. Et rappelons-nous que le président Sadate a pris une initiative. Il a tout donné. Il a reconnu l'Etat d'Israël dans la région. Il a commencé à établir des relations normales avec cet Etat. Il a visité Jérusalem occupée, légitiment ainsi l'occupation israélienne de Jérusalem. Et pourtant, jusqu'à présent, le président Sadate dit - c'est lui-même qui le dit — «Moi, j'attends toujours». Alors, pourquoi voulez-vous que les Palestiniens jettent leurs armes et fassent confiance aux dirigeants israéliens ?».

INTERNATIONAL



Brejnev en RFA

L'«OSTPOLITIK» ET LES PROFITS QU'EN TIRE LE KREMLIN

Par Anne RHEIN

Chars soviétiques en RDA

● Peu après son arrivée à Bonn, Brejnev a déclaré qu'il fallait «mettre un terme à la course aux armements et empêcher le déploiement de la bombe à neutrons». La signature d'un traité de «coopération économique» entre les deux pays, pour une durée de 25 ans, est un des points de l'ordre du jour.

Voilà presque huit ans, en 1970, était signé à Moscou, le traité germano-soviétique, pour «normaliser» les relations entre l'URSS et la RFA. 1970, c'était en pleine période de l'«Ostpolitik», la

Le traité germano-soviétique du 12 août 1970 devait mettre fin à une période de tension et de confrontation qui opposait jusque-là l'Union soviétique et la république fédérale à propos de la question allemande en particulier.

LA REVENDICATION DE LA REUNIFICATION ALLEMANDE

Un des buts principaux de la politique de Adenauer était, en même temps que l'intégration économique, politique et militaire de la République fédérale au bloc occidental de poursuivre la réunification allemande «dans la paix et la liberté» : grâce à une alliance militaire puissante incluant la RFA, sur la base d'une «politique de la force», l'Union soviétique devait être amenée à capituler sur la question allemande et à se retirer de l'Europe centrale.

Si l'URSS socialiste, après la 2º guerre mondiale, s'était fermement opposée à toute tentative de diviser l'Allemagne, avait lancé des initiatives pour un traité de paix avec l'Allemagne déterminant les conditions de sa réunification, l'Union Soviétique de Krouchtchev a par contre sanctionné à son tour le partage de l'Allemagne et tout fait pour que sa tutelle sur la république démocratique allemande soit internationalement reconnue. Bien que la RFA et l'URSS aient établi des relations diplomatiques en 1955, les liens de l'Allemagne fédérale avec les pays de l'Est étaient restés très limités. Conformément à la doctrine Hallstein, la RFA devait rompre ou refuser d'établir des relations diplomatiques avec tous les Etats qui reconnaissaient la RDA.

Mais dans le contexte changé des années soixante, avec notamment les difficultés américaines, et la montée du social-impérialisme, la doctrine Hallstein commence à paraître périmée. Les idées d'un «changement de l'URSS par le rapprochement» naissent. On espère influer sur la nature agressive de l'URSS en engageant une «coopération pacifique et durable» avec elle ?

Tel est le pari qu'engage le nouveau gouvernement social-libéral de Brandt et politique d'«ouverture à l'est» conçue par Brandt et Egon Bahr: la RFA espérait alors maîtriser parfaitement le développement de ses relations avec l'Est, être en quelque sorte dans ce domaine, le maître du jeu, et en tirer pleinement profit tant sur le plan politique qu'économique. Dans une période de difficultés accrues pour l'impérialisme américain, et alors que l'URSS s'affirmait comme nouvelle super-puissance, l'«Ostpolitik» était conçue notamment comme moyen pour le «géant économique» qu'était devenue la RFA, en Europe occidentale, de cesser d'être un «nain politique»

Scheel à l'issue des années soixante et qui l'amène à ouvrir des négociations avec l'Union soviétique, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la RDA. Et c'est ce pari qui est à l'origine du traité germano-soviétique d'août 1970 dont la partieclé stipule le respect «sans restriction de l'intégrité territoriale de tous les Etats en Europe dans leurs frontières actuelles».

CAUTION A L'EMPIRE SOVIETIQUE

Avec la reconnaissance de la ligne Oder-Neisse en tant que frontière entre la Pologne et la RDA, et de la frontière let non plus «ligne de démarcation») entre la RDA et la RFA, le chemin vers la détente semble ouvert : l'Allemagne fédérale a échappé à l'isolement, elle s'affirme comme force politique autonome sur la scène mondiale et en particuier face aux Etats-Unis tandis que les marchés de l'est lui sont grands ouverts.

L'Union soviétique, elle, trouve dans ce traité des garanties pour son empire; y sont sanctionnées la division de l'Allemagne et l'appartenance de la RDA ètre un «nain politique»

à la sphère de domination soviétique, condition pour l'URSS de l'ouverture de la «conférence sur la Sé-

curité et la Coopération en

Le traité germano-soviétique permet en outre d'avancer dans le réglement de la question de Berlin. L'accord quadripartite du 3 septembre 1971 conclu par les Trois Puissances occidentales et l'Union soviétique, confirme une nouvelle fois l'empire soviétique, en stipulant que les secteurs occidentaux de Berlin ne font pas partie de la RFA et ne sont donc pas administrés par elle : il souligne cependant que les «liens» entre Berlin-Ouest et la RFA seront maintenus et déve-

DEMARRAGE EN FLECHE

A partir de la ratification du traité germano-soviétique par le Bundestag en 1972. la coopération entre la RFA et l'URSS démarre en flèche. Très rapidement, la République fédérale devient le premier partenaire commercial occidental de l'Union soviétique. Entre 1970 et 1975, le volume des échanges entre les deux pays quintuple. Si l'URSS s'intéresse à la technologie de pointe de la RFA, celle-ci a surtout besoin des matières premières dont l'URSS dispose en grandes quantités. Les grands projets et les projets de longue durée, engageant les deux parties à des relations politiques stables, sont déterminants pour la coopération germano-soviéti-

Huit ans plus tard, l'«Ostpolitik» stagne. La dynamique des échanges commerciaux s'est ralentie très sensiblement, les résultats des rencontres au sommet sont plus que limités, de nouvelles tensions dans la question de

selon une expression de l'époque. Mais, depuis 70, les rêves allemands d'une «coopération pacifique» avec l'est servant largement les intérêts de la RFA, se sont quelque peu ternis face aux pressions croissantes exercées par l'URSS, à sa course aux armements, aux tensions accrues aux niveau mondial. Et Schmidt, obligé de ménager les relations avec les Etats-Unis que marquent les incertitudes de la politique de Carter, a en même temps du mal à s'opposer aux exigences de l'URSS qui semble en fin de compte, avoir été la principale bénéficiaire de l'«ostpolitik».

Berlin, de la détente, sur le plan des relations internationales apparaissent....

La politique de «détente» couverte et rendue possible par l'Ostpolitik de Brandt à l'URSS a permis à l'URSS de garder les mains libres pour ses préparatifs de guerre, pour la répression féroce qu'elle exerce contre les mouvements d'opposition dans les pays de l'Est. Ainsi, le calcul de l'Allemagne s'est avéré faux.

L'ERE DE LA CONFRONTATION

La confrontation dangereuse» n'a pas été remplacée par «une coexistence sûre». Contrairement à ce qu'a soutenu le gouvernement fédéral au moment de la signature du traité germano-soviétique, «de nouvelles tensions» ne sont pas devenues aplus rares et beaucoup moins dangereuses». Pour convaincre de l'intérêt d'une politique de détente ceux qui, en 1970, étaient hostiles au traité germanosoviétique, le gouvernement fédéral déclarait : «Le traité n'est absolument pas en contradiction avec les aspirations à l'unité allemande». Mais si le terme d'inviolabilité des frontières figurant dans ce traité pouvait encore laisser une porte ouverte à un accord de réunification entre les deux Etats allemands, le traité d'amitié signé par l'URSS et la RDA en 1975, peu après la fin de la conférence d'Helsinki, coupe court à d'éventuels espoirs: y est affirmée non plus l'inviolabilité, mais l'intangibilité des frontières entre la RDA et la RFA.

En même temps que de nouvelles tensions autour du statut de Berlin se font jour, l'URSS fait de plus en plus de la coopération économique un moyen de pression, laissant entendre que seules des bonnes relations politiques avec l'URSS liées à une coopération dynamique pourraient garantir la stricte application de l'accord quadripartite sur Berlin et des progrès dans la question de la détente et du désarmement en Europe.

Certes, le poids politique

et économique de la République fédérale lui permet de résister jusqu'à une certaine mesure aux pressions de la superpuissance soviétique - au plan économique en particulier, la RFA se montre plus résistante que ses partenaires européens; ainsi elle refuse par exemple des crédits trop importants à l'URSS et se fait payer une partie de ses livraisons au comptant, Ses moyens de résistance n'en sont pas moins limités. Largement dépendante pour sa sécurité des Etats-Unis, sans possibilités réelles d'affirmer une autonomie authentique (Schmidt insiste d'autant plus sur la solidité des liens avec cette superpuissance que les dissensions avec elle se font plus importantes), l'Allemagne fédérale ne maîtrise pas non plus ses relations avec l'Union soviétique.

La visite de Brejnev, concue apparemment comme une grande démonstration des aspirations soviétiques à la détente et à la paix et derrière laquelle les Russes espèrent s'imposer d'autant plus vis-à-vis de l'Allemagne, confirme une nouvelle fois l'impuissance relative de la République fédérale à peser sur les décisions soviétiques. L'«Ostpolitik», loin de diminuer l'aggressivité et le poids international du social-impérialisme, s'est avérée être plutôt une porte ouverte à la pénétration soviétique en Europe occidentale.

(à suivre)

L'AFRIQUE DU SUD ATTAQUE LES CAMPS DE RÉFUGIÉS NAMIBIENS

Le 4 mai, à 6 heures du matin, les racistes d'Afrique du Sud ont lancé une attaque contre les camps de réfugiés du peuple namibien installés en Angola. Des forces sud-africaines aéroportées occupent toujours le camp qui se trouve dans la ville angolaise de Cassinga, à 250 kms de la frontière namibo-angolaise.

Au Cap, le ministre de la Défense a caractérisé l'attaque d'inopération militaire limitée» contre la SWAPO, mouvement de libération nationale de la Namibie. Cette attaque sud-africaine

repond à la résolution adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU concernant la Namibie. La commission chargée de la question de la Namibie a exigé le retrait inconditionnel sud-africain de la Namibie. Elle recommande de lancer un appel à la Communauté internationale pour qu'elle s'abstienne de reconnaître tout régime que voudrait imposer l'Afrique du Sud à la Namibie. La Commission a rejeté le plan occidental présenté par les USA, la France, la Grande-Bretagne, la RFA et le Canada,

au sujet du port de Walvis Bay, annexé par Prétoria en septembre dernier. Ce plan ne reconnaît même pas la SWAPO.

Ce vote met les puissances occidentales en difficulté. Au conseil de sécurité, les pays membres peuvent-opposer un veto à ce vote de la communauté internationale. D'un côté, ils veulent garder de bons liens avec l'Afrique du Sud et garder leurs intérêts là-bas, mais d'un autre côté, ils ne peuvent défier de cette façon les pays du Tiers-Monde.

PROGRAMME TELE Samedi 6 Mai

18 h 40 - Magazine auto-moto

19 h 10 - Six minutes pour vous défendre

19 h 20 - Actualités régionales 19 h 45 - Eh bien I raconte

20 h 00 - Journal

20 h 10 - Nº 1 : Michel Fugain 21 h 30 - Serpico

22 h 25 - Télé-foot 23 h 25 - Journal et fin

18 h 00 - Ce jour-là, j'en témoigne, histoire de la Résistance, l'été 1941

18 h 55 - Des chiffres, des lettres

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 45 - Top club

20 h 30 - Emile Zola ou la conscience humaine, 3º épiso-

22 h 30 - Le dessus du panier 23 h 25 - Journal et fin

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 40 - Samedi entre nous 19 h 55 - Flash journal

20 h 00 - Les jeux de 20 heures 20 h 30 - Le Scoop, film de la télévision belge

21 h 55 - Journal et fin

Dimanche 7 mai

14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche. Spécial Adamo avec Yves Montand

15 h 30 - Les animaux du monde.

16 h 05 - Section contre enquête

17 h 00 - Sports première. Judo, automobile, escrime,

halétophilie. 18 h 35 - Comme un cheveu sur la soupe. Film français de Maurice Régamey (1957). Avec L. de Funès.

20 h 00 - Journal

20 h 30 - Patton, Film américain, Biographie militaire.

23 h 25 - Journal

15 h 25 - La lorgnette

16 h 15 - Muppet show

16 h 45 - L'école des fans 17 h 25 - Monsieur cinéma 18 h 15 - Le petit théatre 19 h 00 - Stade 2

20 h 00 - Journal

20 h 30 - Musique and music

21 h 40 - Chili impressions. Nº 4 Monsieur le président.

16 h 35 - La révolution nucléaire. L'atome pacifique

17 h 30 - Espace musical, Jessye Norman

18 h 25 - Cheval mon ami

18 h 50 - Plein air

19 h 20 - Special DOM-TOM

19 h 35 - Deux enfants en Afrique 20 h 05 - Le pays d'où je viens

21 h 20 - Journal

21 h 30 - Histoire de mai. Emission consacrée à Mai 68 22 h 40 - Cinéma de minuit. Cycle Eisenstein. Octobre.

Lénine et les Balchéviks ant combattu le gouvernement. Fin octobre ils déclenchent la révolution armée dont ils vont sortir victorieux.

Lundi 8 mai

18 h 00 - Quand la cuisine se fait à l'usine.

19 h 20 - Actualités régionales 19 h 40 - Ehbienraconte

20 h 00 - Journal

20 h 30 - Passion sous les tropiques. Filmaméricain de 1952, en version française avec Robert Mitchum, Linda

21 h 50 - Questionnaire : que reste-t-il de mai 68 ? 22 h 50 - Journal

19 h 20 - Actualités régionales

19 h 45 - Topclub

20 h 00 - Journal 20 h 30 - Latête et les iambes

21 h 35 - Alain Decaux raconte : La mort de Jaurès 22 h 25 - Zig-zag.

22 h 50 - Journal

19 h 05 - Télévision régionale

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre : Rencontre pour la paix.

19 h 55 - Flashjournal

20 h 00 - Lesjeux de vingt heures.

20 h 30 - La loi. Film franco-italien de Jules Dassin (1958). Avec Lollobrigida et Mastroianni, Yves Montand,

Pierre Brasseur, etc. 22 h 05 - Journal



100 du 8 au 19 mai 78 CULTUREL SE rémange

Le foyer socio-culturel de Sérémange est situé dans la vallée de la Fensch dont le cadre de vie est bien connu lusines polluantes, hauts fourneaux et crassiers), à 15 kilomètres du site de Cattenon, pour lequel existe un projet d'implantation de centrale nucléaire. Le foyer de Sérémange organise du 8 au 19 mai, une quinzaine d'animation sur le thème «les énergies présentes et futures face à la consommaLundi 8 mai : ouverture officielle de l'exposition à 18 heures.

Mardi 9 mai : débat à 20 h 30. Consommation et énergie - animé par EDF.

Mercredi 10 mai : projection de films à 20 h 30

usine marémotrice de la Rance

le défi des grandes profondeurs étude des sites nucléaires

Jeudi 11 mai : projection de films à 20 h 30

Condamnés à réussir

Passage interdit

Vendredi 12 mai : débat à 20 h 30

«Les énergies douces», animé par Jacky Lamberton et Richard Pedot

Samedi 13 mai : projection de films de 14 h à 18 h

énergie d'aujourd'hui

les centrales à eau sous pression (PWR)

St Laurent des Daux - Phénix 250

Condamnés à réussir

Dimanche 14 mai: de 14 h à 18 h; animation et exposition de matériel solaire (capteurs - chauffe eau)

Lundi 15 mai : projection continue de films

Mardi 16 mai : débat à 20 h 30

«Energie solaire et urbanisme» - animé par Jacques Michel, architecte DUH et Jean-Yves Barrier, urbaniste.

Mercredi 17 mai : projection de films à 20 h 30

Voyage dans les centrales de la terre

- en verre et sous terre

Jeudi 18 mai : Projection de film à 20 h 30

Mets pas tes doigts dans ton nez, ils sont radioactifs

Vendredi 19 mai : débat libre

Tous les jours de 10 h à 12 h, de 14 h à 18 h, de 20 h à 23 h :

Exposition : différents panneaux présentant les diverses sources d'énergie, ainsi que les consommations d'énergie individuelles et industrielles.

Centre de documentation : livres, documents graphiques sur tout ce qui touche aux problèmes de l'énergie et de la consommation.

Et l'acier fut trempé

Les fêtes d'Octobre dans la région frontière entre l'Union soviétique et la Pologne blanche. Une sentinelle polonaise vient de crier : «Vive la commune» au passage d'une colonne de l'Armée

Des bavardages de commères annoncèrent la présence de ces hôtes à la noce chez les colons. Les douze membres de la cellule se rassemblérent aussitôt, armés de bric et de broc. Sautant dans des charrettes, ils accoururent à Maidan-Villa, tandis que l'un deux galopait ventre, à terre vers Bérezdov. Il rencontra à Sémaki le détachement de Filatov, et celui-ci fonça au grand trot sur la piste chaude. Les komsomols de Khrolinki cernèrent le village et entamèrent une discussion à coups de fusil avec la bande d'Antoniouk. Celui-ci, retranché dans une aile de bâtiment, cinglait de plomb tous ceux qu'il pouvait prendre au bout de son guidon. Il tenta une percée, mais dut se replier, laissant l'un des siens sur le terrain. Plus d'une fois il s'était trouvé dans cette situation. et toujours il avait pu s'échapper grâce grenades et à la nuit. Peut-être aurait-il encore réussi ce jour-ià, car les gars de Khrolinki avaient déjà perdu deux des leurs, mais Filatov arriva juste à temps. Antoniouk comprit qu'il était coincé, et cette fois définitivement. Jusqu'au matin, les fenètres du bâtiment crachèrent le plomb, mais au petit jour il fut capturé. Aucua des sept ne se rendit. L'extermination de la meute coûta quatre vies, dont trois appartenaient à la jeune cellule du Komsomol de Khrolinki.

Le bataillon de Kortchaguine fut convoqué pour les manœuvres d'automne des unités de la région. Il franchit en un seul jour les quarante kilomêtres qui le séparaient des camps de la division « territoriale » (1), sous une pluie battante, démarrant de bon matin et arrivant très tard dans la soirée. Le commandant du bataillon, Goussev, et son commissaire, Kortchaguine, avaient fait le trajet à cheval. A peine arrivés dans les casernes, les huit cents hommes s'effondrèrent dans un

(1) Il s'agit ici d'unités composées d'habitants de la région où elles sont cantonnées. (N. d. T.)

(Extraits) Nicolas OSTROVSKI

lourd sommeil. L'état-major de la division avait transmis l'ordre de départ trop tard : les manœuvres commençaient le lendemain matin. Le bataillon qui venait d'arriver devait être passé en revue. Il se rangea en formation sur la place. Plusieurs cavaliers arrivèrent bientôt de l'étatmajor. Doté de tout son équipement, y compris les fusils, le bataillon était transfiguré. Goussey et Kortchaguine avaient dépensé beaucoup d'efforts et de temps pour son instruction, et ils se sentaient la conscience tranquille. Quand l'inspection officielle fut terminée et que le bataillon eut démontré son aptitude à manœuvrer dans différentes formations, l'un des cavaliers, un homme aux traits harmonieux mais à la peau flasque, demanda brutalement à Kortchaguine :

Pourquoi êtes-vous à cheval ? Nos commandants et nos commissaires des bataillons de préparation militaire ne doivent pas être montés. Je vous ordonne de renvoyer votre monture à l'écurie et de suivre les manœuvres à pied.

Kortehaguine savait que, s'il descendait de cheval, il ne pourrait pas prendre part aux manœuvres, qu'il ne tiendrait pas plus d'un kilomètre sur ses jambes. Comment l'expliquer à ce freluquet criard surchargé de courroies et de

baudriers ? - Je ne peux participer aux manœuvres qu'à cheval.

- Pourquoi ?

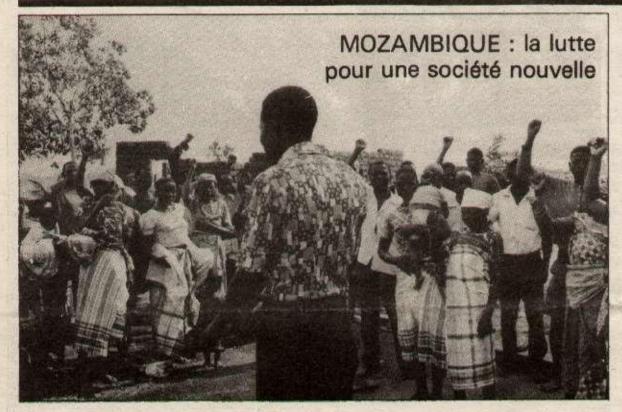
Comprenant que c'était le seul moyen d'expliquer son refus, Kortchaguine répondit d'une voix

- J'ai les jambes enflées, et je ne pourrai pas courir et marcher pendant une semaine. D'allieurs, camarade, je ne sais pas qui vous êtes.

Premièrement, je suis le chef d'état-major de votre régiment. Deuxièmement, je vous réitère l'ordre de descendre de cheval. Si vous êtes invalide, je ne vois pas ce que vous faites dans

A SUIVRE

le quotidien du peuple



Visite au village communautaire «25 septembre»

Reportage réalisé par le Centre d'Information sur le Mozambique

A notre arrivée au village.

Sur les 11 millions* d'habitants que compte le Mozambique, 9 millions environ vivent dans les campagnes et 2 millions dans les villes. Près de 3 millions de mozambicains soit 1/3 de la paysannerie, vivent aujourd'hui dans les «villages communautaires» qui sont au nombre de 1500, chacun peuplé en moyenne de 2 000 habitants. Ces villages, qui en sont à des stades de développement différents, notamment du fait de leur formation progressive depuis l'indépendance, représentent une gigantesque transformation des conditions d'existence des habitants de la campagne mozam-

Traditionnellement, l'habitat mozambicain à la campagne était très dispersé, et durant la période de la domination coloniale, les seules concentrations de population paysanne étaient constituées par la main-d'œuvre attachée aux plantations portugaises, qui vivait dans des baraquements construits à proximité. Les «villages communautaires» sont donc une création toute nouvelle depuis l'indépendance et correspondent à la volonté des masses paysannes, engagées durant 13 années dans la lutte armée, de transformer collectivement la situation des campagnes, en vue d'assurer le développement du pays et l'élévation du niveau de vie. Ces «villages communautaires» où s'expérimente la prise en mains par les masses paysannes de la gestion de leurs propres affaires, sont inspirés des formes de vie, de travail collectif qu'elles ont commencé à se donner dans les zones libérées, dès

Le Frélimo (Front de Libération du Mozambique) encourage les paysans qui travaillaient dans des plantations, à se regrouper de cette manière, dans toutes les provinces sur la base du volontariat, afin de mettre en place, dans ce cadre, le pouvoir populaire, des structures nouvelles pour l'économie la santé, l'éducation et la culture.

Selon Samora Machel, président du Frelimo : «De la même manière que les zones libérées ont servi pour alimenter la guerre populaire jusqu'à la victoire finale contre le colonialisme portugais, de la même manière les villages communautaires seront la base du développement de notre société et l'instrument efficace pour le triomphe et la consolidation de la révolution mozambicaine, pour le renforcement de l'alliance ouvriers-paysans dans

Indiquant l'importance qu'accordaient les dirigeants du Mozambique au développement de ces villages une commission nationale des «villages communautaires» a été créée à l'échelon gouvernemental, le 1er mars dernier.

Le lieu de stockage du coton, après la récolte.

Le village communautaire «25 septembre» (1) est situé dans la province de Nampula, district de Meconta, à quelques kilomètres de la route qui relie Nampula, capitale de la province, à l'Ile de Mozambique, premier lieu de résidence du gouverneur général portugais au Mozambique.

Le village comprend actuellement (en septembre 77) 47 familles. II est appelé à s'étendre rapidement, par le regroupement volontaire des populations alentour.

AVANT L'INDÉPENDANCE

Au cours d'une réunion avec l'ensemble du village, plusieurs villageois nous expliquent leurs conditions avant l'Indépendance :

Avant, certains d'entre nous travaillaient dans l'ancienne plantation de coton. Le propriétaire de cette plantation était le chef du Poste de Police du district. C'était un travail forcé. Si les travailleurs s'absentaient, on allait les chercher à domicile et on les emmenait de force au champ. Ceux qui n'avaient pas la force de travailleur recevaient des coups de fouet et des coups de pied. A la fin d'un travail dur, de 5 heures du matin à 17 heures le soir, sans interruption, nous recevions un salaire de 120 dollars par mois». (2)

- «D'autres faisaient la culture du coton individuellement. Tous ceux qui ne travaillaient pas sur la plantation, hommes et femmes, étaient obligés de cultiver un champ de coton individuel de 50 mètres de côté. Si quelqu'un refusait, il était arrêté et déporté à Sao Tomé ou à Principe. Avec les 5 sacs de coton obligatoires dans l'année, nous gagnions 500 dollars (3). C'est la «Compagnie» (4) qui achetait le coton et le revendait ensuite au gouvernement avec de très gros profits».

all n'y avait aucune possibilité d'échapper au système. Si quelqu'un s'enfuyait, il était tout de suite rattrapé, à cause des «régulos» (5). Les «régulos» s'avertissaient entre eux et ainsi on retrouvait le fuyard».

LA FORMATION DU VILLAGE

Les villageois nous expliquent ensuite comment s'est formé le village communautaire:

- «Avant, nous vivions isolés, chacun de notre côté. Un peu avant l'Indépendance, le propriétaire de la plantation a abandonné sa terre. Il s'était bien rendu compte qu'il ne pouvait plus continuer comme ça, sans rien nous payer. Et il est parti».

- «Il y a eu d'abord une campagne de mobilisation menée par les responsables du district, après l'Indépendance, pour ex-pliquer le mot d'ordre du Frelimo demandant de faire des «villages communautaires». Il y avait des réunions, avec la population pour expliquer qu'on ne pouvait pas continuer à vivre isolés comme avant. Les problèmes que nous avions (pas de nourriture, pas d'école, pas de soins) ne pouvaient pas être résolus individuellement».

- «Un certain nombre de familles était d'accord. Nous nous sommes réunis et nous avons choisi l'endroit où nous sommes pour faire un village. Avant de choisir, nous sommes venus voir, nous nous sommes promenés beaucoup pour trouver un endroit avec de bonnes conditions pour l'installation, où il y ait de l'eau à proximité et de bons terrains pour la culture».

- «Ensuite, nous avons fait des groupes avec des responsables. Il y avait des groupes pour aller puiser l'eau et d'autres pour creuser la terre pour faire des briques. Quand il y a eu assez de briques pour construire une maison, un groupe a été détaché pour construire la première maison, les autres ont continué à faire des briques».

- «Quand la saison des cultures est arrivée, nous avons divisé les groupes. Une partie est allée s'occuper des champs, l'autre a continué la construction».

«Quant il a commencé à pleuvoir, tout le monde a abandonné

construction. Nous sommes alors tous allés au champ. Mais, pour que les gens reprennent la culture du coton, après l'Indépen-dance, il a fallu des séances d'explication». (6)

«Nous avons continué dans les champs jusqu'à la récolte du coton. Ensuite, avec la saison sèche, nous avons repris la construction. Depuis le début jusqu'à maintenant. Nous travaillons comme ça : organisation par groupes, distribution des tâches selon la période de l'année».

A suivre



Un vieux paysan explique la construcțion d'un poste

*Nous avons donné par sur laquelle elle représenerreur, dans la dernière édition du Quotidien du Peuple, le chiffre de 7 millions.

(1) Cette date du 25 septembre est celle du déclenchement de la lutte armée de libération nationale, le 25 septembre 1964. Depuis, le 25 septembre est fêté comme «La journée des Forces populaires de libération» et la «journée de la Révolution».

(2) 1 F = 7 dollars (escudos), donc 120 dollars = 17 F

(3) 500 dollars = 71 F (4) «Compagnie»: entreprise privée, portugaise ou non, à laquelle le gouvernement portugais accordait une véritable concession en lui donnant une partie de la terre mozambicaine

(5) les «régulos» sont les chefs traditionnels.

(6) Le village «25 septembre» a été, construit dans une zone qui était non libérée avant la proclamation de l'indépendance. Une certaine confusion régnait ainsi par rapport aux intentions exactes du Frelimo demandant de reprendre la culture du coton. Pour les paysans de la région, la culture du coton signifiait travailler exclusivement pour le colon qui exportait cette production. L'idée de reprendre une telle culture, même après l'indépendance, amenait certains paysans à dire : «Le Frelimo veut nous faire faire la même chose que ce que nous obligeaient à faire les colons».

